

# fonction publique

**CGFP**  
Organe de la Confédération Générale  
de la Fonction Publique

numéro 226  
mars/avril 2013  
45<sup>e</sup> année  
paraît 6 fois par an

## Rêves et réalités européens

Récemment, une vieille idée a refait surface au sein de l'Union Européenne, proposant de prendre exemple sur les États-Unis d'Amérique pour mettre en place un État fédéral et sortir ainsi l'Europe des griffes de la crise en sauvant en même temps l'Euro chancelant. Les réactions critiques ne se sont pas fait attendre, les plus mesurées allant jusqu'à se demander si l'auteur de tels propos avait bien les pieds sur terre pour revenir à une vision politique d'antan qui n'avait même pas tenu la route à l'époque des pères fondateurs. Ceux-ci n'étaient que six dans les années cinquante alors qu'à l'heure actuelle, leurs successeurs de fraîches dates sont vingt-sept aux profils nationaux encore plus marqués que leurs anciens et divisés entre eux sur bien des points essentiels.

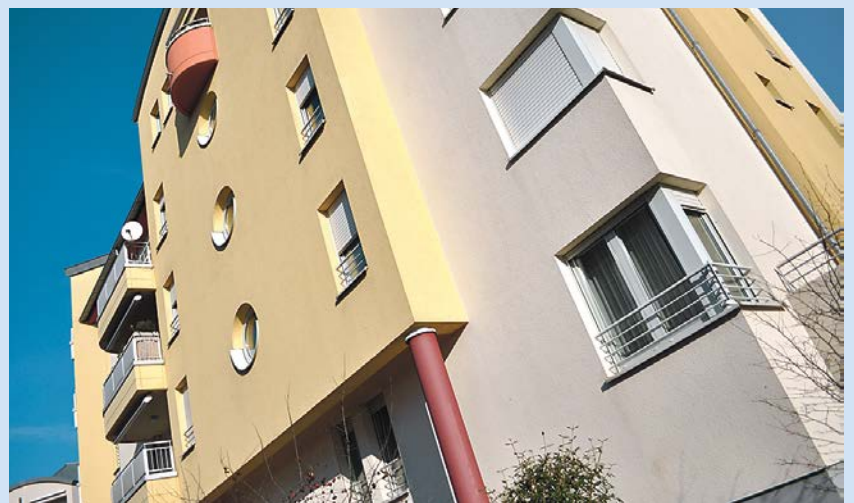
À ce propos, un vieil adage de l'Histoire revient à l'esprit: «*Les occasions manquées ne reviennent jamais*». Cela montre en tout cas à quel point les effets de la crise ont semé la confusion dans les esprits les plus avertis, même jusque dans les rangs des protagonistes européens. Le modèle américain unissant dans un même combat treize colonies, au passé historique et culturel commun, parlant la même langue, contre une puissance coloniale défaillante se prêtait à la mise en place d'un pouvoir fédéral fort, non sans âpres discussions internes d'ailleurs. Vouloir l'imiter dans un contexte européen totalement différent revient à fermer les yeux sur la réalité actuelle et à s'adonner à une rêverie agréable peut-être mais sans conséquences pratiques sur le terrain.

Si l'on cherche absolument à trouver dans le passé des modèles quelque peu approchants on pourrait citer la Confédération Germanique pendant une période transitoire dans l'histoire de l'Allemagne entre Metternich et Bismarck ou la Confédération Helvétique avec ses

Cantons autonomes et son gouvernement fédéral à compétences spécifiques. Ces modèles sont issus de façon transitoire ou durable de situations historiques bien particulières, l'Union Européenne actuelle d'ailleurs aussi. Ses faiblesses se sont manifestées ces dernières décennies au point qu'il faut absolument y remédier d'une façon appropriée. La mise en place d'un pouvoir central efficace et fort vers l'extérieur devrait être contrebalancé à l'intérieur, d'après le principe de subsidiarité, par l'autonomie réelle des États membres dans leur politique intérieure. Or, à l'heure actuelle il n'y a pas d'autorité centrale réelle mais toute une gamme d'autorités en place les unes à côté des autres, une présidence du conseil des ministres changeant tous les six mois, un président de nom de l'Union Européenne au rôle plutôt représentatif, un président de la Commission élu pour cinq ans et une bureaucratie bruxelloise jacobine à l'esprit régulateur infatigable, souvent étrié et mesquin.

Quelle piètre figure font le monde et l'Europe en ce moment dans leur passivité criminelle face aux exactions et aux massacres continus du tyran de Damas! La France au moins a sauvé l'honneur, le sien et indirectement celui de l'Union Européenne, par les interventions énergiques de ses présidents dans le conflit de Géorgie, en Lybie et au Mali alors que la plupart des autres États membres ont brillé par leur passivité, faiblesse voire lâcheté. Conclusion: il faudra créer une Défense européenne commune et réaménager l'ancien projet CED (Communauté Européenne de Défense) des années cinquante en tenant compte des menaces et défis du monde d'aujourd'hui.

Dans l'actuelle crise économique et financière, l'Allemagne a pris l'initiative de remettre de l'ordre dans la politique économique et financière des autres États membres en leur



### Le logement social au centre des préoccupations

Dans son avis sur le projet de loi portant autorisation de constitution de la Société Nationale de Développement Urbain S.A. et de la société anonyme Fonds du Logement S.A. Nationale, la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne voit pas comment la nouvelle superstructure imaginée pourrait contribuer à «atteindre un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de logements sociaux ou à un coût modéré» et «améliorer la gestion des différents promoteurs publics». La Chambre des fonctionnaires et employés publics estime que le projet de loi sous avis ne constitue aucune avancée pour résoudre le problème de la pénurie de logements abordables (voir pages 13-15).

Le Comité Economique et Social Européen (CESE), pour sa part, vient de publier un avis d'initiative concernant les enjeux d'une définition européenne du logement social. Il s'agit en l'occurrence d'un sujet qui concerne également le Luxembourg, dont la politique en matière de logement social a fait récemment l'objet d'une enquête de la Commission européenne, suite à une plainte d'un promoteur immobilier privé (pages 23-25).

imposant une rigueur budgétaire voire une austérité implacable aux dépens de la croissance, aux conséquences économiques et sociales extrêmement dures pour les pays et populations directement concernés (récession et chômage à la dérive). Une politique économique européenne commune du juste milieu entre rigueur budgétaire et incitations à la croissance économique fait cruellement défaut alors que l'austérité pratiquée comme panacée provoque des troubles sociaux et politiques dangereux et absolument contraires à l'objectif visé, la sortie de la crise.

L'Union Européenne a du pain sur la planche pour trouver des solutions propres à ses problèmes et à ses faiblesses sans perdre le Nord et sans suivre des modèles d'autrui. Face à la montée des pays émergents, les Européens feraient

bien de se ressaisir sans perdre de temps si l'Europe veut garder une place respectable parmi les Grands de ce monde.

Notre propre gouvernement se retrouve également dans une posture délicate et ardue en même temps. Il s'agit de maintenir la situation privilégiée de notre économie en sauvegardant la stabilité politique et la paix sociale tout en combattant le chômage et la pauvreté en expansion et en évitant les ressentiments et les coups fourrés de voisins jaloux moins bien lotis. Tels sont les grands problèmes de la politique nationale alors que d'autres moins importants bien que graves et déplorables sont toujours à la Une des médias et risquent de ternir l'image de marque du pays sur la scène internationale à notre plus grand dam.

Emile HAAG

**fonction publique**

Organe de la Confédération Générale  
de la Fonction Publique **CGFP**

Éditeur: CGFP  
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg  
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29  
E-mail: cgfp@cgfp.lu  
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30  
La reproduction d'articles, même  
par extraits, n'est autorisée qu'en  
cas d'indication de la source.  
Les articles signés ne reflètent pas  
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE  
PORT PAYÉ  
P/S. 141





# L'évasion est proche

**LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:**

**Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger**

**Voyages organisés**

**Billets d'avion, de train et de bateau**

**Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier**

**Tarif spécial pour membres CGFP**

**OUVERT  
LE SAMEDI MATIN**



## LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg  
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu  
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h



Maximale Index-Tranche

# Unannehmbarer tiefgreifender Einschnitt in den Index-Mechanismus

Aus dem CGFP-Nationalvorstand

Die bereits geltenden Index-Manipulationen und die rezenten Aussagen vor dem CSV-Kongress hinsichtlich der angedachten Einführung einer maximalen Index-Tranche standen im Mittelpunkt der jüngsten Sitzung des CGFP-Nationalvorstandes am Mittwoch, dem 13. März 2013.

Eine „soziale Gerechtigkeit“ könne die CGFP in einer solchen Maßnahme jedenfalls nicht erkennen, hieß es unmissverständlich. Die Einführung einer maximalen Index-Tranche ginge ganz im Gegenteil wieder einmal weitgehend zu Lasten der Mittelschicht und habe somit direkte Auswirkungen auf deren Kaufkraft und deren Konsumverhalten. Erinnert wurde daran, dass es sich bei der Auszahlung einer Index-Tranche keineswegs um eine reale Gehaltserhöhung handle, sondern vielmehr um einen nachträglich vorgenommenen Teilausgleich des Kaufkraftverlusts durch die Inflation. Ferner würde die Einführung einer maximalen Index-Tranche die gesamte Besoldungsstruktur im öffentlichen Dienst beeinflussen, begründet die CGFP ihre strikt ablehnende Haltung.

Zu mehr sozialer Gerechtigkeit könne laut CGFP stattdessen eine Überarbeitung der Steuergesetzgebung im Bereich der direkten Abgaben führen. Die schon mehrfach ins Gespräch gebrachte Erhöhung der Mehrwertsteuer, einer indirekten Steuer also, lehnt die CGFP allerdings mit aller Entschiedenheit ab. Als eine Konsumsteuer treffe die Mehrwertsteuer insbesondere die Haushalte mit niedrigem und mittlerem Einkommen auf unverhältnismäßige Weise, was alles andere als sozial gerecht sei. Zudem habe eine Erhöhung der Mehrwertsteuer einen direkten Einfluss auf das allgemeine Preisniveau und somit auf die tatsächliche Kaufkraft aller Haushalte.

Stichwort Wohnungsbau: Scharfe Kritik übte der CGFP-Nationalvorstand an dem Regierungsprojekt, den staatlichen „Fonds du Logement“ in eine privatrechtliche Aktiengesellschaft umzuwandeln. Dass der soziale Wohnungsbau nun als gewerbliche Tätigkeit betrieben werden soll, steht für die CGFP in krassem Widerspruch zur staatlichen Verpflichtung, allen



Eine „soziale Gerechtigkeit“ kann die CGFP in der Einführung einer maximalen Index-Tranche nicht erkennen. Eine solche Maßnahme ginge ganz im Gegenteil wieder einmal weitgehend zu Lasten der Mittelschicht und habe somit direkte Auswirkungen auf deren Kaufkraft und deren Konsumverhalten.

Bevölkerungsschichten erschwinglichen Wohnraum zur Verfügung zu stellen. Durch die Umwandlung des „Fonds du Logement“ in eine Aktiengesellschaft könne weder dem Mangel an bezahlbarem Wohnraum entgegengewirkt noch ein besseres Gleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage im Bereich des sozialen Wohnungsbaus erreicht werden, weist die CGFP die Argumente der Befürworter in aller Deutlichkeit zurück. Die eigentlichen Beweggründe für eine solche Entscheidung blieben jedenfalls schleierhaft und man könne sich des Eindrucks nicht erwehren, dass die Übernahme der Kontrolle über die SNHBM die eigentliche Zielsetzung sei für die Schaffung der neuen Mammut-Gesellschaft.

Dass diese Gesellschaft nach vorliegendem Entwurf auch noch profit-

orientiert arbeiten soll, sei schlicht unverständlich und so nicht hinnehmbar. Aus all diesen Überlegungen heraus wies der CGFP-Nationalvorstand die nun beabsichtigte und fälschlicherweise unter dem Vorwand einer wirksameren Arbeitsweise ins Feld geführte Privatisierung entschieden zurück und appellierte einmal mehr an die Regierungsinstanzen, auf dieses unnötige Reformvorhaben zu verzichten und stattdessen die internen Strukturen des „Fonds du Logement“ den neuen Gegebenheiten anzupassen.

Im Zuge dieser Überlegungen forderte der CGFP-Nationalvorstand schließlich auch „eine sozial gerechte Lösung“ hinsichtlich der Neuregelung der Zugangskriterien zum sogenannten „Béllegen Akt“. Zwar stimmte der CGFP-Nationalvorstand dem Grund-

prinzip, energetisches und umweltgerechtes Bauen und Sanieren fördern zu wollen, zu, warnte aber gleichzeitig davor, solche Fördermaßnahmen – wie im Entwurf vorgesehen – an die Bewilligung von bestehenden Steuerbegünstigungen zu koppeln.

Was das Reformvorhaben im öffentlichen Dienst betrifft, machte der CGFP-Nationalvorstand noch einmal deutlich, dass es sich bei den mit der Regierung vereinbarten Abkommen um ein Ganzes handle, das nur in seiner Gesamtheit umgesetzt werden könne. Mit Genugtuung wurde die unlängst bei einer Unterredung mit den Beamtenministern gemachte Äußerung, die Regierung stehe nach wie vor zu den Vereinbarungen, zur Kenntnis genommen. Und dazu zähle nun eben auch die Umsetzung des Besoldungsabkommens für den öffentlichen Dienst in seiner jetzigen Fassung und nach dem mit der Regierung vereinbarten Zeitplan. Würde auch nur ein Teil dieser Abkommen in Frage gestellt, gerate das ganze Maßnahmenpaket ins Wanken, so eine klare Aussage vor dem jüngsten CGFP-Nationalvorstand. Zur Kenntnis genommen wurde die Zusage der zuständigen Regierungsmitglieder, den nun vorliegenden Entwurf dem Verhandlungsergebnis anzupassen, sollte es Interpretationsschwierigkeiten geben. Dies gelte insbesondere für den Passus betreffend die Einführung von Beförderungsaufstufen im künftigen „niveau supérieur“, die laut Vereinbarung automatisch, im Dreijahres-Rhythmus, erfolgen müssten.

Ein weiteres Schwerpunktthema im CGFP-Nationalvorstand war die Einführung von Zeitsparkonten im öffentlichen Dienst, die unter Berücksichtigung der von CGFP und Beamtenkammer geäußerten Einwände geschehen soll. Hinsichtlich der Schaffung einer Zusatzpension für öffentlich Bedienstete nach den Bestimmungen des zweiten Pfeilers erwartet die CGFP, dass der ihrer Meinung nach verfassungswidrige Ausschluss der öffentlichen Funktion von dieser Maßnahme schnellstmöglich aus der Welt geschafft und kurzfristig eine endgültige und zufriedenstellende Lösung vorgelegt werde. **s.h.**



**CGFP**

**Ihre Berufsvertretung**



# CGFP – eine Erfolgsgeschichte

- ▶ Wir haben den Fortschritt gewährleistet und Ihren sozialen Besitzstand mit allen Mitteln verteidigt.
- ▶ Wir haben durch ununterbrochenen Einsatz bedeutende Aufbauarbeit geleistet, Strukturen und Dienstleistungen geschaffen, die sich zeigen lassen.
- ▶ Wir haben damit der öffentlichen Funktion und ihrer Berufsbewegung zu Ansehen und Respekt verholfen.
- ▶ Mit der öffentlichen Funktion muss gerechnet werden.
- ▶ Die CGFP ist heute ein ebenbürtiger Partner auf der sozialen Ebene. An ihr kommt niemand mehr vorbei.
- ▶ Wir wollen weiterhin eine unabhängige, geeinte und solidarische öffentliche Funktion, sowohl im Dienst all unserer Mitglieder als auch der nationalen Gemeinschaft.



**Der Allgemeine Staatsbeamtenverband**



# CGFP-Exekutive traf Beamtenminister

Die im öffentlichen Dienst anstehenden Reformvorhaben, das Gehälterabkommen und seine Umsetzung sowie die Einführung von Zeitsparkonten und einer Zusatzpension nach den Bestimmungen des zweiten Pfeilers waren die Hauptthemen einer Unterredung der CGFP-Exekutive mit den für den öffentlichen Dienst zuständigen Regierungsmitgliedern François Biltgen und Octavie Modert.

Hinsichtlich der Beamtendienstrechtsreform hat die CGFP noch einmal auf Abweichungen im Gesetzentwurf zu dem im Juli 2011 erzielten Verhandlungsergebnis hingewiesen, die es schnellstmöglich zu beseitigen gelte. Insbesondere liegen der CGFP dabei die im Zuge der Verhandlungen vereinbarten Beförderungsaufstufungen im vorgesehenen „niveau supérieur“ am Herzen, die – laut Verhandlungsergebnis – künftig im Drei-Jahres-Rhythmus erfolgen sollen. Der Gesetzentwurf, so wie er nun vorliege, gebe dies allerdings nicht her, weil der entsprechende Text über eine Beförderung nach jeweils drei Jahren um ein „au plus tôt“ ergänzt wurde. Die entsprechende CGFP-Forderung an die Beamtenminister war dann auch unmissverständlich: Der Text müsse schnellstmöglich abgeändert werden – woraufhin der Minister klarstellte, dass auch die Regierung zu den ausgehandelten Automatismen stünde und im Falle von Interpretationsschwierigkeiten die nötigen Anpassungen vornehmen werde.

Gleichzeitig pochte die CGFP noch einmal auf die Umsetzung des für den öffentlichen Dienst erzielten Besoldungsabkommens in seiner jetzigen Fassung und nach dem mit der



Regierung vereinbarten Zeitplan. Für die CGFP bilden Gehälterabkommen und Reformvorhaben ein Ganzes, das nur in seiner Gesamtheit umgesetzt werden könne. Und dazu zähle auch das nach schwierigen Verhandlungen erreichte Besoldungsabkommen für den öffentlichen Dienst, sei es doch die Regierung gewesen, die beide Abkommen stets miteinander verknüpft habe.

Was die Einführung von Zeitsparkonten im öffentlichen Dienst betrifft, stellte die CGFP mit Genugtuung fest, dass den Bedenken, welche die Beamtenkammer in ihrem Gutachten von Februar 2011 zum Ausdruck gebracht hatte, weitgehend Rechnung getra-

gen wird. Der immer noch andauernde Ausschluss des öffentlichen Dienstes von der Möglichkeit einer Zusatzpension nach den Bestimmungen des zweiten Pfeilers wurde stattdessen als „verfassungswidrig“ gewertet. Mehr als 14 Jahre nach Inkrafttreten des entsprechenden Gesetzes, das den öffentlichen Sektor ausdrücklich von dieser Möglichkeit ausschließt, sei der Zeitpunkt mehr als gekommen, endlich zu handeln, hieß es auf Seiten der CGFP.

Die von Regierungsseite beabsichtigte Umwandlung des staatlichen „Fonds du Logement“ in eine privatrechtliche Aktiengesellschaft war ein weiteres Thema, das im Rahmen

dieser Unterredung angesprochen wurde. Die CGFP jedenfalls weist den entsprechenden Gesetzentwurf mit aller Entschiedenheit zurück, weil „in dem nun vorliegenden Projekt überzeugende Argumente, die diese Umwandlung rechtfertigen würden, einfach fehlen.“ Auf diese Weise könne weder dem Mangel an bezahlbarem Wohnraum entgegengewirkt noch ein besseres Gleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage im Bereich des sozialen Wohnungsbaus erreicht werden, begründet die CGFP ihre strikt ablehnende Haltung und appelliert einmal mehr an die Regierung, auf dieses unnötige Reformvorhaben zu verzichten. **s.h.**

## CGFP und FGFC ziehen an einem Strang

Die Umsetzung des Reformvorhabens im öffentlichen Dienst war das Kernthema eines ausgedehnten Meinungsaustauschs zwischen den Führungsspitzen von CGFP und FGFC, der Gewerkschaft des Gemeindepersonals. Die beiden parteipolitisch neutralen Berufsorganisationen sind bekanntlich durch einen Kooperationsvertrag aus dem Jahre 2000 eng miteinander verbunden.

Dass das Gehälterabkommen und die Dienstrechtsreform ein Ganzes bildeten und daher nur zusammen umgesetzt werden könnten, wurde bei dem Gespräch mehr als deutlich. Auch sprachen sich die Führungsspitzen von CGFP und FGFC unmissverständlich gegen zusätzliche Sparmaßnahmen aus, die einzig und allein zu Lasten der öffentlichen Bediensteten gingen, das umso mehr, als solche Maßnahmen sehr schnell auf die Beschäftigten der Privatwirtschaft überzugreifen drohten.

Allein durch seine Bereitschaft, das Gehälterabkommen um zwei Jahre zu verschieben, habe der öffentliche Dienst einen beachtlichen Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen geleistet, hieß es. Berücksichtige man dann auch noch die Tatsache, dass der öffentliche Dienst seit 2010 auf Gehaltserhöhungen verzichtet habe, sei die für 2015 vorgesehene Punktwert-erhöhung keinesfalls als übertrieben zu bewerten.

Was die allgemeine Dienstrechtsreform betrifft, bereitet nach wie vor die Einführung eines Bewertungssystems im öffentlichen Dienst Sorgen. Insbesondere im kommunalen Sektor sei



die Umsetzung eines solchen Prinzips nur schwer vorstellbar, „weil die Bediensteten viel dichter an der Politik, sprich den Schöffenkollegien sitzen“ und somit eine Verpolitisierung der Verwaltung schlicht vorprogrammiert sei. Stattdessen sollten Maßnahmen ins Auge gefasst werden, die darauf

abzielten, auch künftig einen qualitativ hochwertigen Dienst am Bürger zu gewährleisten.

Schließlich sprachen sich CGFP und FGFC entschieden gegen weitere Privatisierungsbestrebungen öffentlicher und kommunaler Dienstleistungen aus, dies insbesondere in Bereichen mit

hohem Sicherheitspotenzial. Ebenso müsse einer möglichen Privatisierung der Trinkwasserversorgung mit allen Mitteln entgegengewirkt werden, „um einerseits die Qualität des Wassers zu garantieren und andererseits die Arbeitsbedingungen in den Versorgungswerken sicherzustellen.“ **s.h.**





# FORGET DIPLOMACY. IT'S ALL ABOUT FUN.



## MINI DIPLOMATIC SALES.

As a member of a European Institution, the Corps Diplomatique or an international organization, you know that life can be quite different from one country to another. One thing is for sure, if you want to have fun in life, MINI is your international friend. That is why your MINI Diplomatic Sales Advisor helps you with all required administrative information to get excited in your MINI in no time. Furthermore, we can deliver your personalized car anywhere in the world respecting local specifications. And in addition, we offer you our particularly attractive sales conditions.

**MINI**

**ARNOLD KONTZ**

186, Route de Thionville - L-2610 Luxembourg  
Tél.: 49 19 41-305 - [MINI@arnoldkontz.lu](mailto:MINI@arnoldkontz.lu)

# StandPunkte

Die neu entfachte Diskussion über eine sogenannte maximale Indextranche deutet klar darauf hin, dass es unserem altbewährten, in langen Jahren von unseren gewerkschaftlichen Vorgängern zunächst für den öffentlichen Dienst erkämpften, später dann auf alle Sektoren ausgedehnten Indexsystem nun endgültig an den Kragen gehen soll.

Bei der ganzen Diskussion ist es nicht unwesentlich, immer wieder zurück zu blicken auf die verschiedenen wichtigen historischen Etappen im „Leben“ des Indexes, basierend auf den fundierten Erkenntnissen, die Pierre Camy, der ehemalige Generalsekretär der CGFP-Vorläuferorganisation AGF, vor Jahrzehnten unter anderem in seinen „Cahiers économiques“ im Detail dargelegt hat.

Die Geburtsstunde des Index geht auf das Jahr 1921 zurück. Zu jenem Zeitpunkt, genauer gesagt durch Gesetz vom 9. August 1921, wurde der Index nämlich offiziell zu allererst bei der Eisenbahn und im öffentlichen Dienst eingeführt, um im weiteren Verlauf des 20. Jahrhunderts stufenweise auch auf die Privatwirtschaft übertragen zu werden.

Seit jener Zeit wurde die automatische Lohnanpassung an die Preisentwicklung mit Unterbrechungen während des Zweiten Weltkrieges, wo die Gehälter zeitweilig durch die Besatzer eingefroren wurden, praktisch konstant angewandt. Einzig und allein die Anwendungsmethoden haben des Öfteren geändert.

Im Anschluss an den Zweiten Weltkrieg wurde angesichts schon damals ständig steigender Preise durch Gesetz vom 24. Dezember 1946 die vollständige Anpassung der Gehälter und Pensionen an die Inflation wieder eingeführt.

1948 ging dann als erstes Schlüsseljahr in die Indexgeschichte ein, wurde in dem Jahr der sogenannte „indice au coût de la vie“ doch definitiv festgesetzt. Anderthalb Jahrzehnte später wurden 1963, im Zuge der bis zum heutigen Zeitpunkt letzten großen allgemeinen Gehälterreform im öffentlichen Dienst, die bis zu dem Moment bestehenden Tranchen von 5 Prozent durch solche von 2,5 Punkten ersetzt, bevor dann durch eine weitere, von den Gewerkschaften zunächst hart bekämpfte grundlegende Reform im Jahre 1972 die heutzutage bekannten Tranchen von 2,5 Prozent eingeführt wurden. Darüber hinaus kam die Regierung einer langjährigen gewerkschaftlichen Forderung nach der Einführung einer schon länger nicht mehr bestehenden sogenannten „Vorabindextranche“ nach.

Erstaunlich und heute kaum noch vorstellbar bleibt auch die damalige Entwicklung: Zwischen Mai 1972 und Dezember 1976 erlitten nicht weniger als 16 solcher Tranchen!

Einen letzten historischen Augenblick im „Leben“ des (noch) bestehenden Indexes stellt ohne den geringsten Zweifel das Gesetz vom 27. Mai 1975 dar. Seit seiner Verabschiedung durch das Parlament wurden und werden alle Gehälter, wenn auch nachträglich, so doch zumindest teilweise, automatisch an die Preisentwicklung, die Inflation also, angepasst, dies sowohl im Privatsektor als auch im öffentlichen Bereich. Dies war keine Selbstverständlichkeit und kam nur durch unermüdlichen, gewerkschaftlichen Einsatz zustande.

Obwohl dieser altbewährte Mechanismus zwar keine wirkliche Erhöhung der Reallöhne darstellt, so ist er dennoch ein nachträglich vorgenommener, teilweise durchgeführter Ausgleich für den durch die Inflation bis dahin entstandenen Kaufkraftverlust, für viele arbeitende Menschen ganz oft der einzige Lohnzuwachs überhaupt. Fälschlicherweise wird diese Anpassung nur allzu oft als alleiniger

## Automatische Indexanpassung: Ein Abschied auf Raten – Teil zwei



Kostenfaktor angesehen, vergessen wird jedoch, bewusst oder unbewusst, dass sie auch und vor allem ein Garant des sozialen Friedens und somit auch ein nicht zu unterschätzender Vorteil für den Wirtschaftsstandort Luxemburg darstellt.

Durch das am 26. Januar 2012 im Parlament von fast allen Volksvertretern gestimmte Index-Gesetz erfolgt die Anpassung nicht mehr automatisch. Einzige Nutznießer dieser Maßnahme sind die Patronatsvertreter, eindeutige Verlierer die Lohnabhängigen in allen Bereichen. Dieses Gesetz hat, einhergehend mit einer seit Jahren nicht mehr erfolgten Anpassung der Steuertabelle an die Inflation, deren gesetzliche Basis, Artikel 125 des Steuergesetzes, Ende letzten Jahres mit einem Federstrich vom Parlament einfach abgeschafft wurde, ganz klare, negative Auswirkungen auf die Kaufkraft aller Arbeitnehmer.

Doch damit noch nicht genug: Nach den Ende letzten Jahres gestimmten massiven einseitigen Steuererhöhungen für Privatpersonen soll jetzt der Index-Mechanismus, nach seiner Manipulierung auf Zeit, auch noch strukturell verändert werden. Genauso wie in der Vergangenheit spricht sich die CGFP gegen eine vom Staatsminister erneut ins Gespräch gebrachte maximale Indextranche aus, die alles andere als sozial ist, werden hier, wie bei den bereits beschlossenen Sparmaßnahmen der Regierung, vornehmlich die Gehaltsempfänger aus den Mittelschichten erneut zur Kasse gebeten. Ihre Einführung hätte unweigerlich eine Kompression der Gehältertabelle im öffentlichen Dienst als unmittelbare Konsequenz, die komplette Besoldungsstruktur beim Staat würde in Frage gestellt und, wir sollten uns nichts vormachen: Dies wäre eine weitere, tiefgreifende, und vielleicht alles entscheidende Etappe auf dem Weg zu einer kompletten Abschaffung des Index-Mechanismus, wie wir ihn heute kennen.

Eines muss unmissverständlich klar sein: Die Indexierung dient ausschließlich der Kaufkraftabsicherung, Einkommens- und Sozialpolitik sollen und dürfen nicht über den Index betrieben werden!

Falls notwendig, dann wird sich die CGFP mit aller Entschlossenheit gegen eine deutliche Aushöhlung dieser über Jahrzehnte gewerkschaftlich hart erkämpften sozialen Errungenschaft zur Wehr setzen!

**Romain Wolff, CGFP-Generalsekretär**

## Steuergerechtigkeit – Ein ewiger Traum?

Ende letzten Jahres war es mal wieder soweit: Der Staat und das Parlament suchten nach Möglichkeiten, wie der Haushalt am einfachsten ins Gleichgewicht zu bringen sei.

Obwohl immer wieder von den breiten Schultern die Rede ist, so wurde im Endeffekt auf Kosten von Familien mit Kindern, zum Beispiel bei den Dienstleistungsschecks sowie bei der Zulage zum Schulanfang, der Hebel zum Sparen angesetzt, sowie, auf einer breiteren Ebene, bei den von der Mittelschicht zu zahlenden Steuern, was zu einem nicht unbedeutenden Einbruch ihrer Kaufkraft führte.

War das Verhältnis der zu zahlenden Steuern vor zehn Jahren zwischen Betrieben und natürlichen Personen noch ausgeglichen, so ist heute die Steuerlast fast ganz (zu zwei Dritteln) auf die natürlichen Personen, vor allem auf die Mittelschicht, die ihre Steuern bis auf den letzten Cent zahlen, übertragen worden.

Auch jetzt noch, gut vier Jahre nach Ausbruch der Bankenkrise, vergeht fast kein Tag, an dem auf Kongressen, Pressekonferenzen und bei anderen Zusammenreffen Patronatslobbyisten sowie Politiker der verschiedensten Parteien immer wieder eins anklingen lassen: Es muss weiter gespart werden.

Doch wo soll das geschehen? Sind es die wirklich breiten Schultern, die jetzt ihren Beitrag leisten sollen oder ist es wiederum der „kleine Mann von der Straße“, der all seine Einkünfte, soweit er noch welche hat, bis auf den letzten Cent zu versteuern hat?

Oder wird, wie des Öfteren bereits angeklungen, dennoch 2015, nach den Parlamentswahlen, die Mehrwertsteuer erhöht, eine indirekte Steuer auf dem Konsum, die, wenig sozial, alle Schichten gleichsam trifft?

Wie gerecht ist unser Steuersystem überhaupt?

Als Beweis dafür, wie viel die breiten Schultern eigentlich schon heute geschont werden, dürfen getrost die von „Luxembourg for Finance“ so hochgelobten „Fonds d'Investissement Spécialisés“ (FIS) angeführt werden.

Stellen Sie sich einfach mal vor, Sie würden zu jenen sozialen Schichten mit den breiten Schultern gehören und Sie wären Besitzer von viel Geld, angelegt zum Beispiel in Form von Grundstücken, die allesamt im Bauperimeter liegen. Wie jeder Steuerzahler würden Sie, und das ist verständlich, so wenig als nur gesetzlich vorgeschrieben an Steuern an den Staat abgeben, das heißt als Beteiligung an der Finanzierung des Staats und des gesamten Gemeinwohls.

Dennoch würden Sie die Grundstücke nicht brach liegen lassen, sondern Sie würden sie verbauen.

Alles schön und gut. Doch was geschieht im Normalfall beim Verkauf einer Immobilie? Nun, es fallen Gebühren und Steuern an, gleiches gilt bei einer möglichen Vermietung.

Optimal für einen Eigentümer, der beständig reicher werden will, wäre der Umstand, dass bei einem Verkauf zumindest der erzielte Gewinn steuerfrei sein sollte, und falls die Immobilie nur vermietet würde, dann sollte zumindest die eingenommene Miete steuerfrei sein. Dass hierdurch der sogenannte „kleine Mann von der Straße“, der seine Steuern bis auf den letzten Cent bezahlen muss, der Dumme bei der ganzen Sache wäre, ist klar ersichtlich, denn immer dann, wenn im Staatshaushalt etwaige Löcher sich auftun und Geld fehlt, dann sind es seine Steuern, die erhöht werden. Unter den heutigen Gegebenheiten würde das dann als Kollateralschaden gelten.

All diejenigen, die nun glauben, all dies würde in die Kategorie „Hirngespinnst“ fallen, irren gewaltig. All dies ist heute schon bei diesen „FIS“ absolute Realität, Fonds, die sich kennzeichnen durch ein Fehlen jeglicher Beschränkungen hinsichtlich der Aktiva, in die investiert werden darf, und eine abgespeckte Überwachung.

Im Moment sind in diesen Fonds bereits von „gut informierten Investoren“ („investisseurs avertis“) 250 Milliarden € angelegt worden, und es sind halt nicht gerade diese breiten Schultern, die den Großteil der Steuerlast tragen müssen, sondern all jene, die zur Mittelschicht gehören, also auch die bei Staat und Gemeinden Beschäftigten und Angestellten.

Diese Fonds sind also befreit von allen erdenklichen, traditionellen Steuerarten, allein die „taxe d'abonnement“ von 0,01% wird auf der Gesamtheit ihrer Nettoguthaben („avoirs nets“), geschätzt auf den letzten Tag eines jeden Quartals, erhoben. Auch die vom „FIS“ verteilten Dividenden sind von der Quellensteuer von 15% ausgenommen.

Eine feine Sache zum Steuersparen also für all jene mit breiten Schultern, die sich als gut informierte, professionelle oder private Anleger bezeichnen können. Steuern kann die Mittelschicht zahlen und somit dafür Sorge tragen, dass der Staat überhaupt noch funktionsfähig bleibt.

Und dass auf eine letztjährige parlamentarische Anfrage eines Abgeordneten zu diesem Thema vom zuständigen Minister bis zum heutigen Tag keine Antwort erfolgt ist, lässt tief blicken.

Dass darüber hinaus hoch bezahlte Spezialisten aus dem Ausland, sogenannte „highly skilled workers“, auf Geschenke der Steuerverwaltung laut Mitteilung vom 31. Dezember 2010 zählen können, sei hier nur am Rande bemerkt.

In Anbetracht dieser wenig erfreulichen Sachlage wird Steuergerechtigkeit wohl auf absehbare Zeit ein echter Traum bleiben. Und gerade dies ist in der jetzigen Lage unannehmbar!

**Romain Wolff, CGFP-Generalsekretär**



Nous ne nous contentons pas de gérer vos avoirs. Nous vous délivrons un service de haute qualité et nos relations s'inscrivent dans le long terme. Nous prenons le temps de vous écouter, de vous connaître et de mériter votre confiance. Nous respectons vos besoins et vos préoccupations et nous vous proposons des solutions adaptées.

Nous faisons plus que parler investissements avec vous. Nous vous prenons en considération dans toutes vos composantes, nous abordons avec vous votre situation familiale et nous discutons de tous les problèmes liés à l'organisation et à la transmission de vos avoirs. Nous vous aidons à structurer votre patrimoine et à le préserver au moment de la transmission aux générations suivantes.

Vous êtes au centre de nos préoccupations.



AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG  
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS | VARSOVIE

WWW.KBL.LU



# snaidero

## CUCINE PER LA VITA



# KITCHEN Store

204, route d'Arlon • L-8010 Strassen

Tél.: (+352) 26 11 98 50 • [www.kitchenstore.lu](http://www.kitchenstore.lu)

**Kitchen Store vous offre  
votre robot  
et ses accessoires\***

\*conditions au magasin offre ,non cumulable avec une autre offre passée, en cours ou à venir.

## Spezial-Konditionen für all CGFP-Member



# Empfindliche Erhöhung der Steuerlast für die Lohnempfänger

Zum 1. Januar ist eine empfindliche Erhöhung der Einkommensteuern in Kraft getreten. Keineswegs aber, weil unsere Staatsfinanzen ungesund wären und eine Steuererhöhung daher sinnvoll oder gar notwendig gewesen wäre. Denn offensichtlich ist die Haushaltslage Luxemburgs eindeutig die gesündeste in ganz Westeuropa.

Die von politischen Einpeitschern durchgesetzten Austeritäts-Maßnahmen tragen jetzt maßgeblich zur Verschärfung des Konjunkturreinbruchs bei. Aber darüber sollen jetzt hier nicht nachträglich noch viele Worte verloren werden, denn an den Folgen der Fehlentscheidungen der parlamentarischen Scharfmacher änderte sich dadurch nichts.

Interessant ist es allerdings, einmal in Ruhe nachzuvollziehen und darzulegen, was die jüngsten Anhebungen der Einkommensteuern den Einzelnen konkret kosten. Theoretisch müsste der Einzelne dies selber feststellen können, indem er eine monatliche Gehaltsabrechnung von 2013 mit einer solchen von 2012 vergleicht. Praktisch aber ist dies vielfach nicht möglich, weil die steuermindernden Eintragungen auf der Lohnsteuerkarte etwas Zeit in Anspruch nehmen, so dass die richtige Vergleichsbasis nicht sofort gegeben ist.

**Mehrbelastung für das schaffende Volk**

Eine Gegenüberstellung der Steuertabellen von 2012 und 2013 zeigt, dass

die Steuererhöhung zum 1. Januar in der Steuerklasse 1 bei einem zu versteuernden Einkommen von 25.000€ im Jahr 58€ beträgt, bei 50.000€ bereits 307€, bei 100.000€ dann 898€ und bei 150.000€ 2.012€. In der Steuerklasse 2 sind es dagegen bei 50.000€ jährlich 117€, bei 100.000€ 614€ und bei 200.000€ 1.684€.

Die Steuererhöhung ergibt somit zwar empfindliche Beträge, stellt aber keine dramatische Schröpfung dar, die einen richtigen Bürgerwiderstand gerechtfertigt hätte. Dabei ist allerdings zu beachten, dass es für die Lohnempfänger bereits 2011 eine ähnliche Aufstockung der Steuerlast gegeben hatte.

Auf die Tabellen des Steuerjahres 2010 bezogen, ist die Last also etwa zweimal so stark angestiegen, also beispielsweise bei Steuerklasse 2 für ein Einkommen 80.000€ um insgesamt 570€ (davon 390€ zum 1.1.2011 und 380€ zum 1.1.2013).

Aus dieser ganzen Entwicklung ergibt sich ein deutliches Anwachsen der durchschnittlichen Steuerrate, das heißt des Lohnanteiles, der an den Fiskus geht. Bei einem Einkommen von 100.000€ wird in Steuerklasse 1 im Jahre 2013 bereits eine Staatsquote von 21,88% erreicht (gegenüber 20,79% im Jahre 2010), und in Steuerklasse 2 sind es 31,81% (gegenüber 29,87%).

Eine interessante Tatsache sollte man dabei nicht aus dem Auge verlieren: Auch der „marginale Steuersatz“, also die Abgabe, die auf der letzten

Einkommenstranche zu zahlen ist, hat sich deutlich nach oben verschoben. Und auf den höheren „marginalen Satz“ kommt es an, wenn man steuersparende Schritte plant. In Steuerklasse 1 erreicht er 2013 bereits bei 25.000€ ein Niveau von über 20%, bei 30.000€ von über 25%, bei 35.000€ von über 30%, während knapp über 45.000€ die Quote von 41,73% erreicht ist.

Für Steuerklasse 2 ist die Lage vergleichbar: Die erwähnten Sätze werden jeweils beim doppelten Einkommen erreicht, also die 20%-Marke ab einem gemeinsamen Einkommen von 50.000€ im Jahr, und so weiter. Die Spitzensätze von 42,80% und 43,60% erreicht man allerdings erst in Einkommensbereichen, die Staatsbeamten nicht erreichen können, es sei denn, sie beziehen ein hohes Einkommen aus ihrem Vermögen.

Die untenstehende Tabelle gibt eine genauere Übersicht der Entwicklung, indem sie für die verschiedenen Einkommens-Ebenen die Steuerlast für 2010, 2012 und 2013 anführt, sowie die Steuererhöhung zwischen 2010 und 2013 einerseits und zwischen 2012 und 2013 andererseits.

**Auch Sie zahlen zu viele Steuern?**

Wer nun der Meinung ist, er zahle eigentlich zu viele Steuern, und sich daher überlegt, ob er nicht auf Maßnahmen der steuerbegünstigten Vermögensbildung zurückgreifen sollte, dem sei hier kurz vorgerechnet, wel-

che Möglichkeiten sich diesbezüglich ergeben.

Mit dem Abschluss eines Bausparvertrags (dessen Ersparnis man später beispielsweise zur Wohnungsrenovierung verwenden kann) kann man jährlich bis zu 672€ pro Person steuerlich absetzen, beispielsweise in einem 4-Personen-Haushalt also bis 2.688€. Bei einem marginalen Steuersatz von 41,73% (den ein Paar mit einem gemeinsamen Einkommen von 90.000€ erreicht) erleichtert sich die Abgabe an den Staat um 1.122€ jährlich, so dass das notwendige Nettosparen nur noch (2.688 – 1.122 =) 1.566€ ausmacht.

Das gleiche Vorgehen ist nochmals möglich mit dem Abschluss von Lebensversicherungen (und zwar unabhängig von und gleichzeitig mit dem soeben erwähnten Bausparen). Hier sei der interessierte Leser auf den ausführlichen Artikel auf der übernächsten Seite verwiesen, der dazu genauere Auskünfte liefert.

Und schließlich seien die privaten Zusatzpensionen („Altersversorgungsvertrag nach Artikel 111bis“) erwähnt, die wir im Einzelnen in unserer Novemberausgabe, Nummer 224, vorgestellt haben. (Diese Zeitung haben Sie nicht aufbewahrt? Kein Problem: Sie finden den Artikel doch auf Internet im Informationsangebot [www.cgfp.lu](http://www.cgfp.lu).)

In diesem Bereich sind die Abzugsmöglichkeiten sogar noch bedeutend höher, jedoch nach dem Alter gestaffelt.

DW

Rezentes Anwachsen der Steuerlast					
Jahreseinkommen	Steuerlast in € pro Jahr			Erhöhung der jährlichen Steuerlast in €	
in € pro Jahr	2010	2012	2013	2013 / 2010	2013 / 2012
Steuerklasse 1					
15.000	343	348	358	+15	+10
20.000	1.041	1.056	1.087	+46	+31
25.000	2.001	2.031	2.089	+88	+58
30.000	3.231	3.279	3.373	+142	+94
40.000	6.498	6.593	6.783	+285	+190
50.000	10.393	10.630	10.937	+544	+307
60.000	14.288	14.686	15.110	+822	+424
70.000	18.183	18.742	19.283	+1.100	+541
80.000	22.078	22.798	23.456	+1.378	+658
90.000	25.973	26.854	27.629	+1.656	+775
100.000	29.868	30.910	31.808	+1.940	+898
110.000	33.763	34.966	36.082	+2.319	+1.116
120.000	37.658	39.022	40.362	+2.704	+1.340
150.000	49.343	51.190	53.202	+3.859	+2.012
200.000	68.818	71.860	75.002	+6.184	+3.142
Steuerklasse 2					
25.000	201	204	210	+9	+6
30.000	686	696	716	+30	+20
40.000	2.082	2.113	2.174	+92	+61
50.000	4.003	4.062	4.179	+176	+117
60.000	6.464	6.559	6.748	+284	+189
70.000	9.467	9.606	9.883	+416	+277
80.000	12.997	13.187	13.567	+570	+380
90.000	16.892	17.205	17.702	+810	+497
100.000	20.787	21.261	21.875	+1.088	+614
110.000	24.682	25.317	26.048	+1.366	+731
120.000	28.577	29.737	30.221	+1.644	+848
140.000	36.367	37.485	38.567	+2.200	+1.082
160.000	44.157	45.597	46.913	+2.756	+1.316
180.000	51.947	53.709	55.259	+3.312	+1.550
200.000	59.737	61.821	63.505	+3.768	+1.684
250.000	79.212	82.101	85.005	+5.793	+2.904
300.000	98.687	102.381	106.405	+7.718	+4.024
400.000	137.637	143.721	150.005	+12.368	+6.284





## sécherLIEWEN Kid’s Plan

### Des rêves plein la tête.

Vos enfants rêvent de leur avenir, de ce qu’ils feront une fois qu’ils seront grands. De votre côté, vous voulez leur donner toutes les chances de se réaliser pleinement.

### Vous le savez, un petit coup de pouce financier leur sera très utile.

Des produits d’épargne, vous en trouvez partout ... mais vous souhaitez une solution plus efficace et plus sûre.

Vos besoins	Nos piliers sécurité
Vous souhaitez donner toutes les chances à vos enfants et à leurs projets ?	La sécurité de leurs projets grâce à un capital qui se construit au fil du temps.
Vous souhaitez que votre engagement soit respecté, même s’il vous arrivait quelque chose?	La sécurité de votre engagement. Si vous ne pouvez plus financer le capital visé, nous prenons la relève.
Vous souhaitez rester maître de votre argent ?	La sécurité de votre argent ... jusqu’au terme du contrat, vous avez tous les droits sur le capital.
Vous souhaitez payer moins d’impôts ?	La sécurité fiscale ... en préparant l’avenir de vos enfants, vous bénéficiez de déductions fiscales !

Contactez votre partenaire **CGFP Assurances** et découvrez sécherLIEWEN Kid’s Plan, un cadeau sûr pour l’avenir de vos enfants.

CGFP Assurances S.A.  
16, rue Érasme  
L-1468 Luxembourg  
tél.: +352 27 04 28 01  
info@cgfp-assurances.lu





# Die persönliche Steuerlast mit einer Lebensversicherung absenken

Prinzipiell sind die Prämien für Versicherungs­poli­cen unterschiedlicher Art abzugsfähig bis zu einem Höchstbetrag von 672 Euro pro Person im Haushalt, also bei einem Paar ohne Kinder bis zu 1.344 Euro und in einem 4-Personen­haus­halt bis zu 2.688 Euro im Jahr.

- Abzugsfähig sind dabei:
- einerseits die Beiträge an Mutuali­tätsvereine für Hilfen bei Unfall, Tod, Alter und Gebrechen, Arbeitslosigkeit und Arbeitsunfähigkeit, also beispielsweise Zahlungen an die „Oeuvre CGFP de Secours Mutuels“ und an die „Caisse Médico-Chirurgicale Mutualiste“, gegebenenfalls mit Prestaplus,
  - und andererseits die Unfall-, Invali­di­täts-, Lebens-, Sterbens- und Restschuld-Versicherungen, und die Haftpflicht-Versicherungen, wie die „Auto-Haftpflicht“ und die Versicherung zugunsten des Fahrers, („conducteur protégé“).

Nicht geltend gemacht werden können aber bei der Auto-Versicherung die – eventuell gleichzeitig gezahlten – Kosten für den Rechtsschutz und für die Versicherung des eigenen Schadens, also „Casco“-Versicherungen, etwa bei Diebstahl oder Unfall. Nicht von der Lohn- und Einkommensteuer absetzbar sind vor allem auch die Feuer-, Sachschaden- und Diebstahl-Versicherungen.

Bei den Restschuldversicherungen für Immobiliendarlehen im Rahmen eines Bausparvertrages oder eines Bankkredits, welche bei Kreditaufnahme in einem einzigen Betrag abgegolten werden, gilt übrigens eine steuerliche Abzugsfähigkeit, die deutlich über die vorhin angeführten Plafonds hinausreicht.

Weil verschiedene der vorhin angeführten abzugsfähigen Versicherungsarten in jedem Haushalt vorhanden sind, kann man den vorgesehenen Jahres-Höchstbetrag schon erreichen, ohne Lebensversicherungen in gleicher Höhe abzuschließen.

Wie viele Abgaben der einzelne Steuerzahler nun genau sparen kann, hängt von seiner jeweiligen Einkommens- und Familienlage ab. Dabei kommt es in erster Linie auf die Zahl der Familienmitglieder und auf den sogenannten „marginalen Steuersatz“ an, der wiederum vom Einkommensniveau abhängt.

Konkret gesprochen: Ein 4-Personen-Haushalt, der wie vorhin angenommen Versicherungsprämien bis zu 2.688 Euro von seinem Einkommen in Abzug bringen darf, kann dadurch bei einem Jahreseinkommen zwischen 90.000 Euro und über 200.000 Euro eine Steuerersparnis von 1.102 Euro erzielen, weil in dieser Einkommenszone ein marginaler Steuersatz von 41,7% gilt.

In diesem Falle, zahlt die entsprechende Familie also brutto 2.688 Euro an Versicherungsprämie und senkt dadurch ihre Steuerlast um 1.102 Euro ab. Ist das Familieneinkommen nicht so hoch, so kommt ein „marginaler Satz“ zur Anwendung, der etwas niedriger liegt, und die steuerliche Ersparnis fällt bescheidener aus. Die untenstehende Tabelle informiert über den marginalen Steuersatz je nach Einkommenslage und Steuerklasse.

Jahreseinkommen in €	Marginaler Steuersatz	
	Steuerkl.1	Steuerkl.2
20 000	17,1%	0,0%
25 000	23,5%	8,6%
30 000	27,8%	10,7%
40 000	40,7%	17,1%
50 000	41,7%	23,5%
60 000	41,7%	27,8%
70 000	41,7%	34,2%
80 000	41,7%	40,7%
90 000	41,7%	41,7%
100 000	42,8%	41,7%
110 000	42,8%	41,7%
120 000	42,8%	41,7%
150 000	42,8%	41,7%
200 000	43,6%	41,7%
250 000	43,6%	42,8%
300 000	43,6%	42,8%
400 000	43,6%	43,6%

Was nun die genauen Bestimmungen der Steuergesetzgebung betrifft, so sollte man wissen, dass es für die sogenannten „abzugsfähigen Sonderausgaben“, unter welche neben den erwähnten Versicherungsprämien auch die Bauspar-Beiträge und die Altersvorsorge-Prämien sowie die nicht auf Immobilien bezogenen Schuldzinsen fallen, einen sogenannten Pauschbetrag gibt, der für einen einzelnen Steuerzahler 480 Euro und bei einem steuerlich zusammen veranlagten Paar 960 Euro beträgt.

Dies ist so zu verstehen, dass demjenigen, der keine dieser Sonderausgaben geltend macht, stattdessen der Pauschbetrag gutgeschrieben wird. Deshalb beginnen Maßnahmen zum Steuersparen erst dann wirksam zu werden, wenn alle die aufgezählten Sonderausgaben zusammen das Niveau von 480 beziehungsweise 960 Euro im Jahr übersteigen.

Da aber praktisch jedermann eine Auto- und eine CMCM-Versicherung hat, ist diese Einschränkung meistens irrelevant in dem Sinne, dass die Ausgaben für eine Lebensversicherung meistens vom ersten Euro an steuersensibel sind. Nur wird eben deshalb der Plafond eher erreicht.

Andererseits wollen wir hier klar hervorheben, dass die vorhin genannten unterschiedlichen Sonderausgaben alle gleichzeitig und kumulativ vom Steuerzahler genutzt werden können, unabhängig voneinander und jede bis zu ihrem vorgesehenen Plafond. Wird aber eine der Möglichkeiten nicht in voller Höhe ausgenutzt, so kann der bis zum jeweiligen Maximum verbleibende Betrag nicht auf eine andere Sonderausgabe übertragen werden, denn jede Art von Ausgaben hat ihren eigenen Plafond.

Die von uns als Beispiel angeführte Familie kann somit jährlich Zahlungen für einen Bausparvertrag (oder für mehrere Bausparverträge) bis zu 2.688 Euro in Abzug bringen und gleichzeitig auch Versicherungsprämien bis zu 2.688 Euro im Jahr, nebst eventuellen Zusatzpensionen. Liegen ihre Bausparbeiträge nun jedoch unter dem Maximum von 2.688 Euro, so kann deswegen nicht ein höherer Betrag bei den Versicherungen zur Anwendung kommen.

## Die anderen „Steuerspar-Schienen“

Neben den hier besprochenen Versicherungsverträgen gibt es weitere Möglichkeiten zur Absenkung der Steuerlast. Es sind dies erstens die sogenannten persönlichen Zusatzpensionen („Altersvorsorge-Vertrag laut Artikel 111bis L.I.R.“), die wir unseren Lesern Ende letzten Jahres ausführlich vorgestellt haben, und über welche die CGFP-Mitglieder jederzeit durch die Versicherungsagentur CGFP Assurances beraten werden, und zweitens die Bauspar-Verträge, welche unser Partner BHW anbietet.

Diese beiden Maßnahmen können parallel zu den Möglichkeiten auf dem Gebiet der Lebensversicherungen genutzt werden, dies gleichzeitig mit diesen und unabhängig von ihnen. Beim Bausparen gilt ebenfalls eine Obergrenze von 672 Euro im Jahr pro Person, die zum Steuerhaushalt gehört.

Für die Zusatzpensionen gelten höhere, altersabhängige Begrenzungen. Hierbei werden aber die Kinder, die zu Lasten eines Haushalts sind, nicht eigens berücksichtigt bei der Festsetzung des Maximalbetrages. Bei zusammen veranlagten Partnern können alle beide die Möglichkeit nutzen, selbst wenn nur einer von ihnen erwerbstätig ist.

Für jede Person ist dabei das jeweilige Alter zu beachten. Die Plafonds für die Einzahlungen zugunsten einer Zusatzpension sind folgende: weniger als 40 Jahre: 1.500 Euro, 40-44 Jahre: 1.750 Euro, 45-49 Jahre: 2.100 Euro, 50-54 Jahre: 2.600 Euro, ab 55 Jahre: 3.200 Euro im Jahr.

## Kid's Plan Versicherung für den Start der Kinder und Enkelkinder ins Berufsleben




Der Abschluss einer Lebensversicherung zugunsten eines Kindes ist sozusagen das Einrichten eines Sparbuches, bei dem die Einzahlungen in einem gewissen Ausmaß und unter bestimmten Voraussetzungen steuerlich absetzbar sind. Die spätere Auszahlung bleibt steuerfrei; zusätzlich gibt es eine Versicherung für den Fall eines familiären Schicksalsschlages.

Wie bei Lebensversicherungen üblich, umfasst das Angebot von Baloise Vie, über welches Sie die Agentur CGFP Assurances gerne berät, demnach einerseits die gesicherte Auszahlung eines gewissen Kapitals zum festgelegten Erfallstag, und andererseits eine Risikoabsicherung für den Sterbensfall der versicherten Person als auch für den Todes- oder Invaliditätsfall des begünstigten Kindes.

Um die Voraussetzungen für eine steuerliche Absetzbarkeit zu erfüllen (siehe dazu den vorstehenden Hauptartikel), muss der Versicherungsvertrag eine Mindestdauer von 10 Jahren aufweisen. Für Kinder unter 8 Jahren gilt beim „Kid's Plan“ eine Fälligkeit

im Alter von 18 Jahren; im Falle von Kindern, die bei Vertragsabschluss älter sind (bis maximal 15), verschiebt sich die Fälligkeit bis zum 25. Lebensjahr.

Die Auszahlung der Ersparnisse erfolgt steuerfrei, und es wird eine Mindestrendite von 1,75% zugesichert, zu der eine „Gewinnbeteiligung“ hinzukommt, deren Höhe von künftigen Entwicklungen beeinflusst wird. Für weitere Einzelheiten und Fragen hält sich die Agentur CGFP Assurances zur Verfügung unserer Mitglieder.



CGFP Assurances S.A.

16, rue Erasme info@cgfp-assurances.lu

L-1468 Luxembourg Tél.: 27 04 28 01



# Nationale Identität

*Unter dem Titel „Nationale Identität“ veröffentlichte „fonction publique“ bereits im Jahre 2001 einen Beitrag, in dem es u.a. um Selbstbestimmung sowie um Fragen wie Souveränität und Hoheitsrechte ging. Der Autor kam damals zum Schluss, dass die „Nationale Identität (...) im Grunde genommen eine bestimmte Volkszugehörigkeit ausdrückt.“ Und wer an diesbezüglichen Entscheidungsprozessen beteiligt werden wolle, müsse über die bürgerlichen Rechte verfügen. Auch das sei möglich, insofern man bereit sei,*

*die Staatszugehörigkeit seines Adoptivlandes anzunehmen, „um gleichermaßen mitgestalten zu können.“*

*Gerade vor dem Hintergrund des in jüngster Vergangenheit viel diskutierten Wahlrechts für Nicht-Luxemburger auf nationaler Ebene hat dieser Beitrag erneut an Bedeutung und Aktualität gewonnen. Aus diesem Grunde möchte „fonction publique“ diesen Text, in dem es vornehmlich um Anpassung, Integration und Assimilierung geht, im Folgenden noch einmal im Wortlaut wiedergeben.*

Die „Nationale Identität“ wird spätestens dann zur brennenden Frage, wenn die Eigenart eines Volkes und seine Hoheitsrechte ausgehöhlt zu werden drohen. Dies könnte für Luxemburg der Fall bei zunehmender europäischer Integration sein, was umso weitreichendere Konsequenzen für ein kleines Land haben dürfte, weil es ungemein anfällig ist, politisch und kulturell unter die Räder der Großen zu geraten. Das könnte aber auch eintreten, wenn die Luxemburger in ihrem Land durch ungezügelter Zuwanderung in die Minorität versetzt würden.

Die Frage bewegt natürlich in erster Linie jene, die sich am engsten mit der Nation, der sie angehören, verbunden fühlen. Zeigen sie sich deswegen besorgt, wird ihnen nicht selten Rückständigkeit, Wagenburgmentalität, Konservatismus, ja Nationalismus unterstellt, im Gegensatz zur Weltoffenheit, Aufgeschlossenheit, Modernität jener, die sich so gerne den Mantel des Fortschritts umhängen.

Das, was Luxemburg heute darstellt, ein kleines aber wohlhabendes Land, ist in erster Linie der Tatsache zuzuschreiben, dass wir es verstanden haben, geschickt von den Souveränitätsrechten, die uns als selbständigem Staats- und Gemeinwesen erwachsen, Gebrauch zu machen.

Von der Geschichte herumgestoßen und zuweilen arg geschunden, haben wir uns in die Neuzeit herübergerettet, alle Fremdherrschaften überstanden und unsere Eigenständigkeit am Ende aller Schicksalsschläge wiedergewinnen können.

Das Luxemburger Völkchen war zur Nation geworden, „klein aber fein“.

Aus der Vergangenheit haben wir gelernt. Für unsere Sicherheit gingen wir Allianzen ein, setzten auf Kooperation, politisch wie wirtschaftlich und leisten unseren Beitrag, bescheiden, aber real, oft mehr als verhältnismäßig. Übernehmen Verantwortung in der Welt, stellen unsern Mann/Frau. Genießen weltweit Anerkennung. Werden dabei nicht übermütig, aber lassen uns auch nicht unterbuttern.

Mit zunehmendem Wohlstand wurde unser Selbstbewusstsein gestärkt. Wir

möchten mitreden, mitgestalten. Wir haben Politiker, die das können, die dem Land alle Ehre machen, heute wie gestern, auch wenn wir innenpolitisch, aus welchen Gründen auch immer, aber meistens zu Recht, an ihnen herumzukritteln haben.

Wenn ein Volk – wie groß es auch immer sein mag – das Recht auf Selbstbestimmung sein Eigen nennt oder es sich erkämpft hat, d.h. die Fähigkeit besitzt, frei über sich selbst zu verfügen, übt es Hoheits- oder Souveränitätsrechte aus. Da, wo es nationale Souveränität gibt, gibt es konsequenterweise auch eine Nation.

Dass die Luxemburger eine eigene Nation bilden, wurde nicht zuletzt durch das Referendum von 1919 bestätigt, das die nationale Eigenständigkeit oder Unabhängigkeit durch Ausdruck des Volkswillens bekräftigte.

Gibt es also eine Luxemburger Nation, deren Einheit dazu noch durch den allgemeinen solidarischen Widerstand gegen den nazistischen Terror des Zweiten Weltkrieges geschmiedet wurde, dann bleibt noch aufzuzeigen, was es mit der nationalen Identität auf sich hat, eine Formel, die im Grunde genommen eine bestimmte Volkszugehörigkeit ausdrückt.

Nationale Identität darf man als einen Sammelbegriff spezifischer Merkmale definieren, die die innerhalb ein und derselben Grenze lebende, über volle Staatshoheit verfügende Volksgemeinschaft charakterisieren.

Das sind zunächst: die gemeinsame Sprache, Geschichte, Kultur, Sitten und Gebräuche, Traditionen, Lebensweise, Gewohnheiten, kulturelles Patrimonium.

Das sind zudem die eigenen verfassungsmäßigen staatlichen Institutionen und Strukturen, die Rechtsordnung, aber auch internationale Anerkennung.

Dazu gehören natürlich die nationalen Symbole; Fahne, Wappen, Hymne, Festtage usw.

Das bedeutet auch Wertegemeinschaft: demokratische Staatsform, pluralistische Gesellschaft, ausgeprägter Familiensinn, Ahnen- und Märtyrerkult, typische Wesensart.

Darunter versteht man nicht zuletzt Bodenständigkeit, Heimatverbundenheit, Vaterlandsliebe, was nichts mit Volkstümelei und Blut- und Bodenideologie zu tun hat.

All das sind Grundkonstanten, die zeitlos sind, die morgen, wie heute und gestern für uns Luxemburger und die, die es werden möchten, Geltung haben dürften, so lange der festverankerte Volkswille vorhanden ist, eine Nation zu sein, ansonsten es schlecht um unsere Zukunft, um unsere Unabhängigkeit und unsere Eigenart bestellt wäre.

Aber daran besteht nicht der geringste Zweifel. Die Luxemburger verbindet ein starker Bezug zur Heimat, die Sicherheit und Geborgenheit bedeutet. Das zeigt immer wieder der gesellschaftspolitische Konsens, zu dem wir fähig sind, besonders dann, wenn Unannehmlichkeiten, Widerwartigkeiten oder Gefahren drohen. Das beweist die einmütige Reaktion der Luxemburger, wenn ihnen mal aus dem Ausland zu nahe getreten wird und sie den Eindruck haben, dass ihnen nicht die gebührende Achtung zuteil wird.

Die Luxemburger eint ein eher besonnenes Nationalgefühl, das sie nicht überheblich macht, sondern dazu führt, sich verständnisvoll und aufgeschlossen den Realitäten und existenziellen Herausforderungen zu stellen.

So wurden kürzlich die Bestimmungen bezüglich des Zugangs zur Luxemburger Staatszugehörigkeit neugeordnet, vereinfacht und geschmeidiger gestaltet. Was an sich zu begrüßen ist, angesichts der derzeitigen Entwicklungen und Erfordernisse, auch wenn man hätte erwarten dürfen, dass nach bewährtem Beispiel die Naturalisierungen künftig mit einem wenn auch schlichten offiziellen Zeremoniell verbunden wären, das der Besonderheit dieses Aktes eine gewisse Würde verleihen sollte.

In der Tat geht ja immer die Rede von der Notwendigkeit, angemessene Voraussetzungen zu schaffen, um die Integration ausländischer Mitbürger zu fördern, die Luxemburg als ihre Wahlheimat auserkoren haben. Dem steht auch grundsätzlich nichts entgegen, da unsere Wirtschaft auf fremde Ar-

beitskräfte angewiesen ist, die in der Regel auch willkommen sind und hierzulande stets warmherzige Aufnahme finden. Nur, Integration kann nicht bedeuten, dass die Einheimischen sich den Zuwanderern anpassen, sondern umgekehrt.

Die meisten von ihnen finden das auch rechtens und ganz normal. Sie sind anpassungswillig und auch bemüht, sich bei uns einzubürgern – mit allen Rechten und Pflichten, wie das von bestimmter Seite so schön heißt –, Fuß zu fassen, sich einzuleben und hierselbst heimisch zu werden. Sich unseren Verhältnissen anpassen, bedeutet wohlverstandene Assimilierung, wobei man sich zunächst aneinander gewöhnen muss, um dann in der nationalen Gemeinschaft aufzugehen. Das verlangt gegenseitig guten Willen, Respekt und Toleranz. Nur so kann das friedliche Miteinander zum Erfolg führen und eine Bereicherung für alle sein.

Die Zuwanderer müssen sich natürlich bewusst sein, dass sie in Bestehendes, das sie nicht ändern können, hineinwachsen. Die Luxemburger Ursprünge, Vergangenheit, unsere Geschichte, unsere Kultur kann man weder umkrempeln noch neu ordnen. Dieses Erbgut kann nicht Gegenstand von Verhandlungen sein. Entweder man findet sich damit ab oder man lässt davon ab. Da gibt es kein Feilschen.

Dasselbe gilt für die bewährten staatlichen Strukturen, die man vorfindet, denen man sich unterordnen muss, die aber immer wieder weiterentwickelt werden können. Um bei diesem Prozess mitreden und mitentscheiden zu dürfen, muss man die bürgerlichen Rechte besitzen. Auch das ist machbar, insofern man bereit ist, die Staatszugehörigkeit seines Adoptivlandes anzunehmen, um gleichberechtigt mitgestalten zu können.

Wie man sieht, ist Naturalisierung mehr als „Sans papiers“-Regularisierung, mehr als Immigration. Sie ist Anpassung und Assimilierung und bedeutet auch, sich mit der Adoptivnation zu identifizieren.

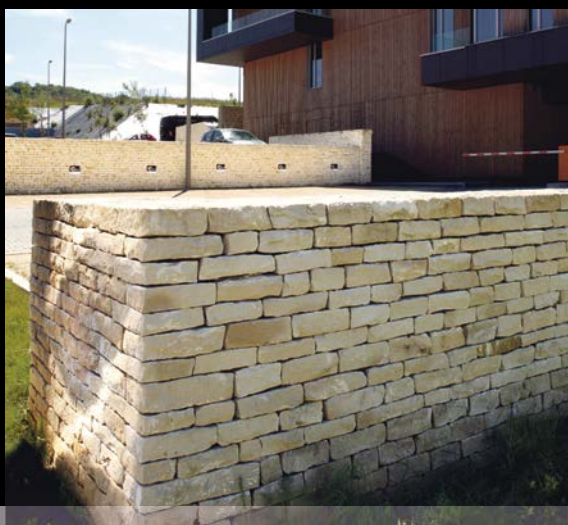
P.Sch.

## Carrières FEIDT



Montée d'Ernzen  
L-7636 Ernzen

Tél. : (00352) 87 94 75 /  
Fax : (00352) 87 94 78



Pierres naturelles  
Gabions

[www.carrieresfeidt.lu](http://www.carrieresfeidt.lu)



Chambre des fonctionnaires et employés publics:

# «Aucune avancée pour résoudre le problème de la pénurie de logements abordables»

## AVIS

de la Chambre des fonctionnaires et employés publics  
sur le projet de loi portant  
1) autorisation de constitution de la Société Nationale de Développement Urbain S.A. et de la société anonyme Fonds du Logement S.A. Nationale,

2) modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et  
3) modification de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes

Par dépêche du 4 décembre 2012, Monsieur le Ministre du Logement a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

### Remarque préliminaire

Dans le souci d'un travail législatif soigné, il y a lieu de citer en entier, dans l'intitulé d'un projet de loi, les lois à modifier. Ainsi, le titre du projet de loi sous avis est à compléter sub 2) comme suit:  
«modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et».

### A. Contenu du projet de loi

Le projet de loi sous avis entend conférer à l'État un nouvel outil technique, administratif, financier et commercial pour dynamiser l'offre de logements dans le cadre d'une politique du logement, du développement urbain et de l'aménagement du territoire.

Selon le programme gouvernemental pour la période 2009 à 2014, «le gouvernement étudiera l'opportunité de la création d'une société de développement pouvant intégrer les activités de différents promoteurs publics en vue d'atteindre un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de logements sociaux ou à un coût modéré et, le cas échéant, d'en améliorer la gestion».

À cet effet, le projet de loi sous avis prend la forme d'une loi d'habilitation censée créer les conditions pour la liquidation de l'établissement public autonome qu'est le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Fonds du Logement) et la constitution de deux nouvelles sociétés nationales anonymes, à savoir:

- la Société Nationale de Développement Urbain (SNDU), et
- le Fonds du Logement S.A. Nationale (FDL-N).

Le mode opératoire de ces deux nouvelles sociétés, regroupées sous la dénomination «Sociétés Nationales», sera celui de sociétés de droit privé conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

La structure projetée est celle d'une «maison-mère», en l'occurrence la SNDU, avec une multitude de filiales et sous-filiales, à savoir:

- 1) celles qui existent déjà à l'heure actuelle:
  - le FDL(-N),
  - la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM), à hauteur des 51,07% du capital actuellement détenu par l'État,
- 2) les nouvelles entités à créer:
  - une société de gérance,
  - une société de promotion immobilière,
  - une société de développement communal,
  - une société de télédistribution, avec une sous-filiale (E Village s.a. qui existe déjà),
  - une société d'exploitation de chauffage urbain, avec huit sous-filiales existantes, à savoir:



- la société coopérative de chauffage urbain,
- la société anonyme chauffage Aal Esch,
- la société anonyme chauffage Sauerwiss,
- la société anonyme chauffage Nuddelsfabrick,
- la société anonyme chauffage Eecherschmelz,
- la société anonyme Cogénération Dudelange,
- la société anonyme Kraeitzgaass,
- la société anonyme Quartier de la Fonderie Distribution,

- une société d'exploitation immobilière avec trois filiales (sans indication de statut) dénommées:
  - commerce,
  - bureaux,
  - parkings.

Selon l'exposé des motifs joint au projet de loi, la SNDU aura comme mission d'assurer:

- l'acquisition et l'aménagement de terrains à bâtir, la constitution et la gestion de réserves foncières;
- l'exploitation du patrimoine foncier pour la cession, la location, la cession sur base de droits d'emphytéose ou de droits de superficie;
- l'initiation et le pilotage de projets dans les domaines de l'aménagement urbain et du territoire, de la viabilisation de terrains, de la construction et de la gestion d'ensembles;
- le conseil et l'assistance technique aux communes dans le cadre de leurs projets d'aménagement du territoire, d'urbanisation et de développement;
- l'élaboration et la supervision de projets en matière d'urbanisation et d'aménagement urbain destinés à l'habitat, y compris la création de nouvelles agglomérations, la rénovation et le développement de zones urbaines existantes, etc.

L'État en tant qu'actionnaire unique se verra attribué toutes les actions représentant le capital social. La SNDU est toutefois ouverte à d'autres formules associatives telles que le partenariat public-privé, voire d'autres formes juridiques et financières appropriées au cas par cas. De même, au niveau d'une société-filiale, un autre actionariat pourra se joindre à la SNDU.

Le FDL-N, dont l'État sera actionnaire unique, sera chargé de l'acquisition, de la gestion et de la location des biens immobiliers destinés au parc locatif social.

La liquidation du Fonds du Logement et la capitalisation de la SNDU et du FDL-N se fera par incorporation des actifs et passifs actuels dudit Fonds.

La SNDU et le FDL-N seront administrés chacun par un Directoire et un Conseil de Surveillance conformément à la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

La constitution effective des sociétés nationales se fera par règlements grand-ducaux.

### B. Remarques générales sur la politique nationale du logement

#### 1. L'accès au logement

Un droit au logement est consacré dans divers traités et conventions internationales auxquels l'État luxembourgeois a souscrit. Ce droit se décline toutefois au Luxembourg en un simple droit d'accès au logement, contrairement à d'autres pays, tels que la France par exemple, qui peuvent se prévaloir d'un droit au logement opposable.

L'État luxembourgeois répond à son obligation d'assurer le droit d'accès au logement, d'un côté, par le biais de subventions et de sa participation aux activités de promoteurs publics du logement et, de l'autre côté, par des aides financières personnelles allouées principalement aux acquéreurs d'un logement et, dans une moindre mesure, aux locataires.

Les communes ont, selon la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, «la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune».

Garantir l'accès à un logement n'oblige donc pas l'autorité publique à fournir un logement à toute personne qui en fait une demande, mais elle doit, dans la mesure du possible, apporter une aide aux personnes qui, pour des raisons financières ou pour toute autre raison indépendante de leur volonté, ne trouvent pas de logement approprié.

L'effectivité du droit d'accès au logement dépend le plus souvent, et pour l'essentiel, de la disponibilité d'une offre adéquate et financièrement abordable. Depuis des années, les autorités publiques (État et communes) ont mis en œuvre de nombreuses mesures d'encadrement, des actions (paquet logement/pacte logement) et des aides financières pour augmenter l'offre des logements et pour réduire le coût du foncier et de l'habitat.

Or, force est de constater que, malgré les programmes et les aides financières publiques allouées, un logement décent devient de moins en moins abordable pour des couches de la population de plus en plus larges.

En effet, selon l'enquête EU-SILC de 2010:

- pour 18.146 ménages (sur un total de 192.000 ménages) les coûts du logement représentaient une surcharge, avec risque de surendettement, c'est-à-dire que les frais de loyers, d'intérêts sur des prêts immobiliers (sans les remboursements de crédits), d'énergie, d'eau, d'assurance obligatoire, etc., dépassaient 40% de leur revenu disponible;
- 200 à 250 personnes souffraient d'une privation totale d'un logement;
- 14.883 ménages vivaient dans un logement en situation de surpeuplement.

Tous les partis politiques et toutes les forces vives de la Nation ont fait du problème du manque de logements abordables une priorité de leurs programmes d'action et ont soumis toute une série de propositions. Le Premier Ministre a annoncé au cours de sa déclaration sur l'état de la Nation, le 8 mai 2012, la ferme volonté du gouvernement de mettre en œuvre, rapidement et de manière résolue, les 21 mesures du Paquet Logement qui entend réaliser des lieux d'habitat du futur offrant une grande qualité de vie dans un espace urbain et rural idéal, à un prix abordable.

#### 2. Le logement social

Pour tous ceux dont les revenus, compte tenu d'éventuelles aides publiques, ne permettent pas d'accéder à un logement, leur droit d'accès devra se concrétiser par l'offre d'un logement décent à un prix/loyer socialement juste, eu égard au revenu disponible du concerné et aux autres besoins élémentaires à satisfaire par ce dernier. L'État et les communes ainsi que des associations et fondations caritatives y répondent par la promotion et la mise à disposition de logements sociaux ou à coût modéré.



# «Aucune avancée pour résoudre le problème de la pénurie de logements abordables»

## Avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics

suite de la page 13

Il n'existe pas de définition officielle du logement social. Il s'agit en principe de logements subventionnés par une autorité publique, loués ou vendus à des prix/loyers modérés à des ménages défavorisés, à revenu modeste ou dépendant des minima sociaux, pour lesquels un logement convenable offert sur le marché immobilier traditionnel n'est pas financièrement abordable.

Le logement social est donc la réponse des pouvoirs publics à la défaillance du marché immobilier privé du logement à satisfaire l'ensemble des besoins et à garantir à toute personne l'accès à un logement décent à un loyer/prix abordable.

Néanmoins, dans des immeubles relevant du domaine du logement social, des logements peuvent également être attribués à des personnes «plus aisées», ceci dans le but d'une promotion de la mixité sociale et urbaine et de lutte contre la ségrégation sociale. Conformément aux règles communautaires sur les aides d'État, de tels logements ne peuvent pas être subventionnés par des fonds publics.

Les promoteurs publics sont chargés de toute opération relative à l'acquisition de terrains à bâtir ainsi qu'à la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location. Sont considérés comme promoteurs publics: les communes, les syndicats de communes, les sociétés fondées sur la base de la loi du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché (Société Nationale des Habitations à Bon Marché/SNHBM) et le Fonds du Logement.

Ce dernier, créé par la loi précitée de 1979, est le promoteur public le plus important en ce qui concerne le parc locatif social. Il a pour mission principale de réaliser l'acquisition de terrains, l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que la construction de logements destinés à la vente et/ou à la location et la gestion des logements loués. Ses moyens pour pouvoir efficacement répondre à sa mission ont été successivement élargis en 2002 et en 2008.

La Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM), société anonyme créée en 1919, s'est spécialisée dans la construction et la vente de maisons unifamiliales et d'appartements

Tel est notamment le cas de l'Agence Immobilière Sociale (AIS) qui loue des logements (le plus souvent vacants) à un propriétaire-bailleur privé ou (rarement) public, pour les mettre, pour une durée maximale de 3 ans et pour un loyer modéré, à la disposition de personnes en détresse.

Les promoteurs privés sont exclus d'aides publiques pour l'acquisition et l'aménagement des terrains ainsi que pour la construction de logements sociaux destinés à la location. Par contre, ils peuvent toucher des subventions publiques pour la construction de logements sociaux destinés à la vente. Étant donné que les marges bénéficiaires sont très limitées, il n'y a qu'un seul promoteur privé qui, il y a 20 ans, a construit des logements à coût modéré.

### C. Remarques générales concernant la nouvelle structure des promoteurs publics du logement social

La Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à relever de prime abord que l'article 15 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement n'est pas modifié par le projet de loi sous avis, de sorte que l'État reste autorisé à favoriser, par des participations financières, l'initiative de promoteurs publics et privés en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location. Ces missions d'utilité publique sont, au stade actuel, assurées principalement par le Fonds du Logement.

La Chambre relève que, selon le projet de loi sous avis, le FDL-N ne s'occupera plus, ni de la construction, ni de la vente de logements sociaux ou à coût modéré, mais sera uniquement en charge de l'acquisition, de la gestion et de la location de biens immobiliers destinés au parc locatif social, étant entendu que, dans le cadre de la mixité sociale, 25% du parc locatif social pourront être mis en location aux baux de loyer du marché privé.

Or, ni la construction, ni la vente de logements à coût modéré ne figurent explicitement parmi les missions rentrant dans le cadre de l'objet social de la SNDU, qui ne se préoccupera (selon l'article 4, 3<sup>e</sup> tiret du projet de loi) que de l'initiation et du pilotage de projets dans les domaines de la construction et de la gestion d'ensembles.

Le commentaire des articles du projet de loi n'est pas plus explicite sur la question de savoir quelle instance sera en

charge de la construction et de la vente de logements à coût modéré, ni auprès de qui le FDL-N se procurera les logements sociaux destinés à la location.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics suppose que les auteurs du projet de loi entendent transférer les activités concernant la construction et la vente de logements à coût modéré du Fonds du Logement à la SNHBM, sans que cela ne soit précisé nulle part dans le projet de loi, et apparemment sans que la SNHBM n'ait été consultée auparavant.

Pour ce qui est de l'objet social de la SNDU, les auteurs du projet de loi déclarent, dans le commentaire de l'article 4, que la mission principale «sous-entendue» de la SNDU est de «maximiser le revenu de l'actionnaire»!

L'exposé des motifs du projet de loi confirme cette approche en retenant que les Sociétés Nationales, donc la SNDU et le FDL-N, ont «comme toute autre société commerciale (...) pour but de procurer un bénéfice à leurs actionnaires».

Même si la notion de bénéfice est nuancée, dans la mesure où il est retenu que ce bénéfice ne doit pas nécessairement se matérialiser par la distribution d'un dividende, mais plutôt par la maximisation du résultat escompté, il est néanmoins (selon l'exposé des motifs sub II.3.3.a) laissé à l'actionnaire, c'est-à-dire au gouvernement, de décider de l'affectation des résultats des sociétés!

Or, l'article 2 (3) du projet de loi précise que «les bénéfices des Sociétés Nationales sont affectés aux objets sociaux des Sociétés Nationales», ce qui exclut tout paiement de dividende à l'actionnaire.

Quoi qu'il en soit, la Chambre tient à rappeler que l'article 11 du projet de loi confirme le caractère «d'utilité publique» de la SNDU et du FDL-N qui, en conséquence, gardent une mission d'intérêt général, ce qui les distingue fondamentalement des sociétés commerciales avec une logique exclusivement orientée vers le profit.

La Chambre s'interroge sur les vraies raisons qui ont animé les auteurs du projet à proposer une modification aussi fondamentale de la structure actuelle du logement subventionné et partant du Fonds du Logement.

L'actuel Fonds du Logement, dans sa qualité de promoteur public du logement social, a, pendant ses 30 années d'existence, fait ses preuves et peut

Logements sociaux locatifs gérés par des bailleurs sociaux publics:

	Nombre de logements locatifs subventionnés en 2010-2011
Fonds du Logement	1.701
Société Nationale des Habitations à Bon Marché	167
Commune de Luxembourg-Ville	≈ 500
Commune d'Esch-sur-Alzette	≈ 400
Autres communes	≈ 150
Agence Sociale Immobilière	100
Autres bailleurs sociaux (fondations, associations sans but lucratif, fabriques d'église, centres d'accueil, ...)	200
<b>TOTAL</b>	<b>≈ 3.200</b>

Par rapport aux ménages en situation de surcoût ou de surpeuplement de leur logement, l'offre de logements sociaux est très limitée.

Le règlement grand-ducal modifié du 24 mars 2010 arrétant le 9<sup>e</sup> programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État prévoit la construction, par les divers promoteurs publics et autres acteurs, de

- 5.922 logements sociaux destinés à la vente;
- 3.885 logements destinés à la location.

L'évaluation de la demande potentielle et des besoins en logement 2010-2030 établie par le STATEC ne porte que sur le nombre total de logements supplémentaires requis (6.500 logements par an) et ne fait pas de distinction entre logements à offrir sur le marché immobilier traditionnel et les besoins en logements sociaux.

Une enquête menée par le Ministère du Logement auprès des communes, du Fonds du Logement et de l'Agence Sociale Immobilière chiffre à 3.354 unités les besoins en logements sociaux, chiffre que les acteurs sur le terrain considèrent toutefois comme largement sous-estimé.

### 3. Les promoteurs du logement social

L'article 15 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement autorise l'État «à favoriser par des participations financières l'initiative de promoteurs publics ou privés en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location».

subventionnés et en a vendu quelque 8.500 depuis lors. Son activité dans le secteur du logement social locatif se limite à 170 logements construits en grande majorité entre 1945 et 1960.

À côté du Fonds du Logement et de la SNHBM, diverses associations et fondations caritatives sont actives dans le domaine du logement social. Elles sont reconnues comme étant «d'utilité publique» et elles sont subventionnées par des fonds publics.

La Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM), société anonyme créée en 1919, s'est spécialisée dans la construction et la vente de maisons unifamiliales et d'appartements subventionnés et en a vendu quelque 8.500 depuis lors







Le Fonds du Logement, créé par la loi de 1979, est le promoteur public le plus important en ce qui concerne le parc locatif social. Il a pour mission principale de réaliser l'acquisition de terrains, l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que la construction de logements destinés à la vente et/ou à la location et la gestion des logements loués.

se prévaloir d'avoir mis sur le marché, jusqu'à fin 2011, au total 3.028 logements, dont 1.327 ventes et 1.701 locations. Le Fonds n'a pas seulement permis à un nombre considérable de personnes d'accéder à un logement décent et abordable, mais il est aussi un client fiable pour l'artisanat dans la mesure où il confie chaque année, pour des dizaines de millions d'euros, des fournitures et travaux à des entreprises implantées au Grand-Duché.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics n'ignore pas que, depuis des années, les promoteurs du marché immobilier privé reprochent au Fonds du Logement de se cacher derrière l'argument de la mixité sociale pour masquer des distorsions de concurrence et de bénéficier d'aides d'État prétendument illégales selon le droit communautaire. Une plainte en ce sens devant la Commission européenne par un agent immobilier luxembourgeois a été, après enquête, classée comme non fondée.

Pour les représentants du marché immobilier privé, le Fonds du Logement devrait uniquement se préoccuper du logement social locatif et exclusivement au bénéfice des personnes les plus défavorisées, clairement identifiées comme telles. La Chambre ose espérer que cette attitude, qui consiste à faire supporter par la collectivité tout ce qui est peu rémunérateur, et de réserver exclusivement au privé tout ce qui est rentable, n'est pas à la base du projet de loi sous avis lorsqu'il ne réserve à la nouvelle société nationale du Fonds du Logement que la gestion du parc locatif social.

La Chambre a toujours apprécié que le Fonds du Logement ne se préoccupe pas uniquement du logement social locatif, mais offre également à une plus large couche de la population l'accès à la propriété de logements à coût modéré, tout comme elle approuve que, dans le cadre de la mixité sociale, une partie des appartements soit vendue sur le marché immobilier privé.

Force est de constater que l'argument avancé dans l'exposé des motifs, à savoir que «le Fonds du Logement est progressivement arrivé à la limite de sa capacité de production, compte tenu du besoin en logements du pays sans cesse croissant», est peu convaincant.

Tout d'abord, l'exposé des motifs reste totalement muet sur les raisons qui sont à la base de cette «limite de production»: s'agit-il d'un manque de moyens financiers, techniques, organisationnels ou de personnel?

Pour ce qui est du «besoin en logements du pays toujours croissant», la Chambre ne doute pas qu'avec l'évolution démographique et la flambée des prix, surtout du foncier, le Luxembourg souffre d'une pénurie de logements décents et, avant tout, abordables, mais elle se demande sur quelles projections des besoins les auteurs du projet de loi sous avis se sont basés en vue d'at-

teindre «un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de logements sociaux.»

L'enquête menée par le Ministère du Logement retenait des besoins en logements sociaux de l'ordre de 3.354 unités, alors que le 9<sup>e</sup> programme de construction d'ensembles de logements subventionnés (règlement grand-ducal précité du 24 mars 2010, complété par ceux des 22 janvier 2011 et 28 juin 2012) prévoit la construction, par tous les promoteurs du logement social, de 9.807 logements.

Dans ce 9<sup>e</sup> programme, le Fonds du Logement devait initialement construire à lui seul 3.702 logements, alors que fin décembre 2011 le nombre de demandes pour un logement social en suspens auprès du Fonds se chiffrait à 1.216. Par les règlements grand-ducaux précités des 22 janvier 2011 et 28 juin 2012, le programme de construction initial du Fonds a été majoré de 551 unités supplémentaires, pour constater donc, l'année d'après, que le Fonds «est progressivement arrivé à sa limite de capacité».

Les vraies raisons qui ont incité les auteurs du projet de loi à modifier fondamentalement la structure du logement social subventionné, au lieu de doter l'actuel Fonds du Logement des ressources requises, restent obscures.

En ce qui concerne l'administration de la superstructure envisagée, force est de constater que les organisations syndicales les plus représentatives et les chambres professionnelles patronales sont évincées du niveau des décisions stratégiques, en l'occurrence du conseil de surveillance de la SNDU, alors qu'au stade actuel elles étaient étroitement associées à ces décisions au sein du comité-directeur du Fonds du Logement.

Le fait que les représentants précités fassent partie du conseil de surveillance du FDL-N, aux missions et compétences très réduites, ne saurait cacher la véritable intention des auteurs du projet de loi de se soustraire au dialogue social avec les partenaires sociaux. Dès lors, affirmer dans l'exposé des motifs que «cette approche permet d'attribuer aux représentants des forces vives de la nation un rôle de surveillance et conseil, comme cela a été le cas pour le Fonds du Logement» relève du trompe-l'œil.

D'un autre côté, la Chambre des fonctionnaires et employés publics se demande quel avantage pourrait résulter du recours au statut d'une société anonyme au lieu d'un statut d'établissement public.

L'affirmation que la forme juridique d'un établissement public ne permettrait pas «la souplesse et la flexibilité dont le Fonds du Logement a besoin pour son développement et pour l'accomplissement de ses missions» est une affirmation purement gratuite qui n'est justifiée ou étayée par aucune argumentation valable ou convaincante. Pourquoi un Fonds du Logement serait-il moins flexible et moins à même de remplir

les missions lui confiées par la loi que d'autres établissements publics plus importants tels que la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, l'Entreprise des P. et T., le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg ou divers établissements publics actifs dans le domaine de la sécurité sociale?

Ce n'est pas en remplaçant l'étiquette des statuts du Fonds par celle d'une ribambelle de sociétés anonymes ou d'autres collectivités à contenu juridique indéfinissable que les responsables politiques de ce projet parviendront à résoudre les problèmes soulevés dans l'exposé des motifs. Les auteurs du projet auraient mieux fait de faire d'abord analyser en profondeur la situation actuelle du Fonds du Logement et les raisons de son incapacité de résoudre les difficultés auxquelles il se voit confronté. Les problèmes soulevés ne tiennent-ils pas plutôt à l'incapacité des dirigeants à adapter les structures du Fonds aux exigences nouvelles? Si le Ministre responsable croit pouvoir résoudre ces problèmes en ayant recours à une forme de société privée sans modification profonde de l'organisation interne et sans mettre en place une direction clairvoyante et efficace, il ne fera qu'aggraver les choses.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics doit rejeter d'une façon déterminée cette privatisation présentée sous l'argument fallacieux d'une meilleure gestion ou d'une plus grande flexibilité.

Non seulement le Ministère du Logement n'a pas procédé à une analyse plus fouillée des aspects organisationnels et autres difficultés auxquelles le Fonds doit faire face et des solutions à envisager, mais les mêmes responsables politiques ont encore manqué de faire étudier les contraintes, les entraves, les coercitions légales auxquelles la ou les sociétés commerciales à créer, jouissant des statuts de personnalités juridiques de droit privé, devront se soumettre sur un marché déterminé par la libre concurrence!

Les arguments avancés à chaque fois que le gouvernement transforme une administration ou un service étatique en établissement public – souplesse, autonomie, flexibilité – sont cette fois-ci mis en avant pour transformer un établissement public existant en plusieurs sociétés commerciales!

La Chambre constate une autre divergence entre les déclarations d'intention de l'exposé des motifs et le texte du projet de loi. Ainsi, selon l'exposé des motifs, la SNDU serait «également ouverte à d'autres formules associatives, telles que le partenariat public-privé (PPP), voire d'autres formes juridiques et financières appropriées au cas par cas». Or, le projet de loi, par son article 12, limite la possibilité d'une cession d'actions détenues par l'État aux seuls communes, établissements publics ou autres sociétés nationales.

La déclaration de l'exposé des motifs selon laquelle «l'on pourra par exemple procéder à la constitution d'une société-filiale au niveau de laquelle un autre actionnariat pourra se joindre à la SNDU» ne se retrouve nulle part dans le texte du projet de loi, qui se limite (article 4, 7<sup>e</sup> tiret) à prévoir la possibilité de «constituer des filiales».

À défaut de toute indication sur la constitution, le fonctionnement, la gestion et la composition du conseil de surveillance de telles filiales, la Chambre constate que le Ministère s'attribue en la matière «un chèque en blanc», ceci d'autant plus que même une constitution par règlement grand-ducal n'est pas prévue.

De même, la disposition de l'article 4, 6<sup>e</sup> tiret, qui autorise la SNDU à «participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise et détenir toutes participations dans des sociétés», ne requiert même plus l'approbation du ministre de tutelle, comme c'est le cas pour l'actuel Fonds du Logement.

Par son article 13, le projet de loi autorise l'État à céder à la SNDU ou au FDL-N les parts (51,07%) qu'il détient actuellement dans la SNHBM.

La Chambre donne à considérer que la mission de la SNHBM, qui est essentiellement celle de la vente de logements subventionnés, ne rentre plus dans le cadre des missions du FDL-N.

Par ailleurs, dans l'organigramme de la nouvelle structure du logement subventionné, repris dans l'exposé des motifs, la SNHBM figure, au même titre que le FDL-N, en tant que filiale, de sorte que, tout au plus, les actions de la SNHBM pourraient être reprises par la SNDU.

Or, d'après les informations dont dispose la Chambre des fonctionnaires et employés publics, les autres actionnaires de la SNHBM, c'est-à-dire le Fonds de compensation, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État et les villes de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette, de Differdange et de Dudelange, n'auraient pas été consultés sur une mise de la SNHBM sous la tutelle de la SNDU, alors que le commentaire des articles du projet de loi promet solennellement, le cas échéant, de respecter les statuts de la SNHBM!

La Chambre ne peut dès lors se défaire de l'impression que cette mise sous tutelle de la SNHBM – qui, dans sa structure actuelle, a pourtant fait ses preuves – semble être le réel objectif du projet sous avis.

Étant donné que le projet de loi met en place des organismes nouveaux à caractère hybride empruntant des éléments de leur organisation et de leur gestion tant au droit public qu'au droit privé commercial, la Chambre des fonctionnaires et employés publics se trouve dans l'impossibilité d'analyser, de commenter et de modifier correctement les différentes dispositions dudit projet. Les articles rédigés d'une manière imprécise, pleins d'ambiguïtés et de contradictions, notamment par rapport à l'exposé des motifs et par rapport aux commentaires, ne permettant pas d'en dégager un concept juridique cohérent, la Chambre n'y voit qu'une nébuleuse juridique à rejeter dans son ensemble.

## D. Conclusion

À la lumière de tout ce qui précède, la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne voit pas comment la nouvelle superstructure imaginée pourrait contribuer à «atteindre un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de logements sociaux ou à un coût modéré» et «améliorer la gestion des différents promoteurs publics» – ce qui, rappelons-le, a été la mission retenue par le programme gouvernemental.

En conclusion, la Chambre des fonctionnaires et employés publics estime que le projet de loi sous avis ne constitue aucune avancée pour résoudre le problème de la pénurie de logements abordables et elle s'y oppose en conséquence catégoriquement.



# Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch  
eines jeden

## BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit  
und zwar zu den  
allergünstigsten Bedingungen

## Unschlagbares Angebot

für:  
Wohnungsbau/-kauf  
Modernisierung  
Grundstückwerb

mit:  
Sofortkredit  
CGFP-Vorzugsdarlehen  
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

**OEL/CGFP**

Oeuvre CGFP  
d'Épargne-Logement  
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um  
unverbindliche  
Beratung durch einen  
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2013



# Bausparen aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

## Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

### Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

### Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

### Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

### Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:  
Tel.: 47 36 51.

## Neues Design für Kaminöfen



Romantisches Kaminfeuer, behagliche Wärme und weniger Heizkosten – die neuen Kaminöfen heizen ordentlich ein und sorgen für die sprichwörtliche Gemütlichkeit.

In Zeiten steigender Öl- und Gaspreise fröstelt es so manchen beim Anblick der Heizkostenrechnung. Doch wohlige Wärme kann auch anders entstehen, zum Beispiel am Kaminofen. Der erfreut sich großer Beliebtheit, weil er mit Holz effektiv, sauber und sicher heizt. Neben klassischem Scheitholz werden vermehrt Pellets verwendet.

„Die gepressten Holzspäne sind kostengünstig und nachhaltig verfügbar. Der Einkaufspreis liegt im Jahresdurchschnitt deutlich unter dem Heizölpreis“, bestätigt Ralf Palm

von der BHW Bausparkasse. In Kombination mit steigenden Wirkungsgraden bei der Energieausbeute sind Kaminöfen somit umweltfreundliche und moderne Geräte. Je nach Heizgewohnheit und bestehender Anlage können Pelletöfen beträchtliche Heizkosten im Jahr einsparen. Integrierte Feinstaubfilter garantieren zudem ein hervorragendes Emissionsverhalten.

Auch optisch machen die neuen Öfen jeden Einrichtungstrend mit. Ihr reduziertes Design fügt sich harmonisch in moderne Wohneinrichtungen ein und schafft eine rundum angenehme Wohnatmosphäre. Besonders beliebt sind farbig gestaltete Kaminöfen, die sich von den vormals dunklen Gehäusen wohltuend abheben.

## Hoch hinaus – aber sicher



Nur jede 20. Wohnung, in der ältere Menschen leben, ist barrierefrei. Die Folge: erhebliche Einschränkungen im Wohnalltag. Das gilt besonders für Treppen. Sie sollten so gewählt sein, dass sie problemlos mit einem Lift nachgerüstet werden können.

Barrierefreiheit spielt in den Planungen junger Bauherren oft noch eine untergeordnete Rolle. Meist wird mehrstöckig gebaut, um das Grundstück optimal zu nutzen und das Baubudget möglichst niedrig zu halten. Häufig wird dabei übersehen, dass sich Treppen im Alter als Hindernis entpuppen.

Für viele der Menschen über 65 ist der Gang über Treppen mit großer Unsicherheit verbunden. Der Bedarf an Hilfsausstattungen nimmt daher deutlich zu. Häufig kann ein Treppenlift Abhilfe schaffen.

Wer schon als Bauherr vorausschauend geplant hat, ist im Vorteil. Für den Lifteinbau reicht in der Regel eine Treppenbreite von 70 Zentimetern. Ist die Treppe gerade angelegt, bleibt der Lift in der Anschaffung erschwinglich. Bei kurvigem Stufenverlauf müssen Eigentümer dagegen mit deutlich höherem Aufwand rechnen.





# Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:  
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:  
**CGFP**  
Boîte postale 210  
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE  
DE LA FONCTION PUBLIQUE  
Boîte postale 210  
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

## Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom: .....

Domicile: ..... Code postal no .....

Rue: ..... no .....

Administration/Service: .....

Fonction: ..... Date de naissance: .....

CCP ou  
compte bancaire no: IBAN LU

....., le .....

(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

# Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations  
(du lundi au vendredi de 09h30 à 11h30): 26 77 77 77

afas@cgfp.lu  
[http://www.cgfp.lu/cgfp\\_services](http://www.cgfp.lu/cgfp_services)

**AFAS**   
Association de Formation  
et d'Appui scolaires a.s.b.l.



- **parteil politisch unabhängig**
- **ideologisch neutral**
- **repräsentativ**
- **dynamisch**
- **erfolgreich**
- **28 000 Mitglieder**

## Ihre Berufsvertretung



Confédération européenne des Syndicats indépendants CESI

# Claude Heiser zum Vorsitzenden des Berufsrats EDUC wiedergewählt

Im Berufsrat EDUC (Erziehung, Bildung, Forschung) der Confédération européenne des Syndicats indépendants CESI wurden in den letzten Jahren unter dem Vorsitz von Claude Heiser jeweils europäische Richtlinien bzw. Beiträge von der Europäischen Kommission diskutiert. Ferner hatten die Mitglieder des Berufsrats jedes Mal die Gelegenheit, die nationalen Probleme darzustellen.

## Besprechung der aktuellen europäischen Themen

Auch wenn es in letzter Zeit weniger europäische Richtlinien in puncto Bildung und Forschung gegeben hat, so wurden regelmäßig die rezentesten Texte kurz vorgestellt und besprochen; die Präsentation erfolgte zum Teil durch Mitarbeiter der Europäischen Kommission. Beispiele solcher Themen wären die *Nicht-Versetzung während der Schulpflicht: Reglementierungen und Statistiken* (Eurydice), die *Bekämpfung des Schulabbruchs* (EU-Richtlinie), die *Schulrhythmen in Europa* (Studie der Schuman-Stiftung), die *Modernisierung des Hochschulwesens* (EU-Richtlinie), die *Organisation des akademischen Jahres in Europa* (Eurydice), *Youth on the Move* (EU-Richtlinie).

## Länderberichte

Deutschland berichtete über die aktuelle Diskussion über das Statut der Lehrer. Der Bericht der spanischen Kollegen über bedeutende Einschnitte in die Lehrerlaufbahn und die Arbeitsbedingungen hat dazu geführt, dass der Berufsrat einen Brief an die Vorsitzenden der spanischen Lehrer-gewerkschaften richtete, um diesen ihre Sympathie und Unterstützung zu bekunden. Weitere Berichte aus Frankreich und Italien ließen eine eindeutige Schlussfolgerung zu, nämlich dass in den meisten europäischen Ländern viele Bildungsreformen eng mit den Sparmaßnahmen verknüpft sind, d. h. dass auf Kosten von Bildung und Erziehung gespart wird.

## Ausschuss Europäischer sozialer Dialog Bildung

Seit über drei Jahren nimmt die CESI am europäischen sozialen Dialog „Bildung“ teil und ist in drei Arbeitsgruppen vertreten: Qualität der Bildung und Erziehung, Demographische Herausforderungen und Hochschulwesen. Die Aufgabe der Arbeitsgruppen bestand darin, ein Aktionsprogramm zu entwerfen und der Plenarsitzung Ende 2012 vorzuschlagen. In der letzten Plenarsitzung (Anfang November 2012) wurde eine gemeinsame Erklärung der Arbeitgeber und Arbeitnehmer mit dem Titel „Gemeinsame Erklärung des Europäischen Gewerkschaftskomitees für Bildung und Wissenschaft (ETUCE)



Am 4. März 2013 wurde Claude Heiser zum Vorsitzenden des Berufsrats EDUC wiedergewählt. (Hier umgeben von dem Präsidenten der CESI, Romain Wolff, und den beiden Vizepräsidenten des Berufsrats, Salvatore Piroscia und Horst Günther Klitzing, v. l. n. r.)

und des Europäischen Arbeitgeberverbandes Bildung (ESEE) zum Thema „Investition in Bildung, Ausbildung und Forschung“ nach dreijähriger Diskussion abgeschlossen.

## Behandelte Themen

Der Berufsrat EDUC hat sich in den vergangenen drei Jahren insbesondere mit den europaweit aktuellsten und auch aus gewerkschaftlicher Sicht besorgniserregendsten Themen auseinandergesetzt, und zwar mit der Bekämpfung des Schulabbruchs, den nationalen Bildungsreformen und dem stets negativer werdenden Lehrerbild, dem sogenannten „Lehrer-Image“. Die Mitglieder des Ausschusses lehnen insgesamt eine Bildungspolitik ab, die dem in vielen Ländern festgestellten Schulabbruch mithilfe vereinfachter Lerninhalte entgegenzuwirken, d. h. die die Quantität der Schulabgänger auf Kosten der intellektuellen Qualität zu erhöhen gedenkt. Ferner wertet der Berufsrat EDUC die bildungspolitische Entwicklung in den einzelnen europäischen Staaten als höchst zweifelhaft und alarmierend: Man kann sich des Eindrucks nicht erwehren, dass die Bildungsreformen vor allem in Hinblick auf etwaige Sparmaßnahmen unternommen werden und die nationalen Regierungen das eigentliche Ziel aus den Augen verlieren, nämlich Kindern und Jugendlichen die bestmögliche Ausbildung zu gewährleisten. Der EDUC-Ausschuss ist der festen Überzeugung, dass Erziehung und Bildung die wesentlichen und wichtigsten Grundpfeiler einer Gesellschaft darstellen, da sie die Zukunft eines Landes sichern. Das zentrale

und meistdiskutierte Thema bleibt die Frage, wie man eine größere Anzahl neuer Lehrer rekrutieren kann und was man unternehmen muss, damit die Lehrer im Amt bleiben, also: Wie kann man mehr qualifizierte Akademiker für den Bereich Unterricht und Erziehung sensibilisieren und wie kann man frühzeitige Kündigungen von Lehrern vermeiden? Der Berufsrat EDUC ist sich bei dieser Frage einig, dass neben verstärkten Rekrutierungskampagnen eine bessere Besoldung, eine fachgerechte Begleitung und Betreuung von Berufseinsteigern, die Möglichkeiten einer beruflichen Karriere mit Aufstiegsmöglichkeiten sowie die Unterstützung von Seiten der politisch Verantwortlichen in Bezug auf gesellschaftliches Ansehen und einen dem Beruf gebührenden Respekt unerlässlich sind.

## Ausblick für die kommenden Jahre

Im Rahmen der Strategie „Europa 2020“ und deren wesentlichen Ziele, nämlich die Verringerung der Schulabbrecherquote auf unter 10% sowie die Steigerung des Anteils der 30- bis 34-Jährigen mit abgeschlossener Hochschulausbildung auf mindestens 40%, wird sich der Berufsrat EDUC der CESI insbesondere mit folgenden drei Themen beschäftigen:

*Die Qualität der Bildung, Ausbildung, Fortbildung und Lehre*

Das gesteckte Ziel der Strategie „Europa 2020“ verleitet viele europäische Regierungen dazu, die Anzahl der Abiturienten auf Kosten der Qualität der Bildung steigern zu wollen. Reformbestrebungen sollten

aber die Herausforderung annehmen, die Bildung und Ausbildung den Anforderungen des 21. Jahrhunderts anzupassen, um so die Schulabbrecherquote ohne qualitative Einbußen zu mindern.

*Der Lehrer im 21. Jahrhundert – Ausbildung und Profil*

Burn-out, Imageverlust, niedrige Gehälter in vielen europäischen Ländern führen dazu, dass immer weniger junge Menschen den Lehrerberuf ergreifen bzw. dass viele Lehrer frühzeitig den Dienst quittieren. Deshalb müssen grundsätzliche Fragen geklärt werden: Welche Ausbildung muss ein Lehrer haben? Wie kann man ihm zu mehr gesellschaftlicher Anerkennung verhelfen? Welche Strategien müssen entwickelt werden, um Lehrer im Amt zu behalten?

*Nationale Investition in Bildung und Ausbildung*

Auch wenn viele Nationalstaaten behaupten, Bildung werde den Sparmaßnahmen nicht zum Opfer fallen, so sieht die Realität anders aus. Deshalb müssen weitere Einschnitte im Bildungswesen vermieden werden, weil die Ausbildung der Jugend einen wesentlichen Beitrag zum Wohlstand und zur Stabilität eines Landes leistet.



**LE DEPOT A TAUX PROGRESSIF**  
Fidélité récompensée !

Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775  
www.bcee.lu tél. (+352) 4015-1

  
**SPUERKEESS**  
Äert Liewen. Är Bank.



LA SÉRIE LIMITÉE RENAULT EXCEPTION, EXCEPTIONNELLEMENT ÉQUIPÉE POUR UN PLAISIR ILLIMITÉ.



**TWINGO**  
Exception Lev 75



PRIX CATALOGUE TVAc € 12.165  
REMISE (1) - € 3.166

**PRIX NET TVAc REMISE DÉDUITE € 8.999**

**ÉQUIPEMENTS SPÉCIFIQUES:**  
• Condamnation centralisée des portes • Conditionnement d'air manuel  
• Direction assistée variable • Lève-vitres avant électriques • Ordinateur de bord • Radio mono-CD MP3 Bluetooth, Plug & Music avec commandes au volant • Régulateur et limiteur de vitesse • Projecteurs antibrouillard • Vitres surteintées à l'arrière • Volant en cuir • Jantes alu 15" • Rétroviseurs extérieurs électriques et dégivrants



**MÉGANE GRANDTOUR**  
Exception Energy dCi 110



PRIX CATALOGUE TVAc € 25.235  
REMISE (1) - € 6.436

**PRIX NET TVAc REMISE DÉDUITE € 18.799**

**ÉQUIPEMENTS SPÉCIFIQUES:**  
• Barres de toit longitudinales chromées • Carminat TomTom® LIVE intégré • Carte SD Benelux - joystick • Carte Renault démarrage mains libres • Conditionnement d'air automatique bi-zone • Day Time Running Lights LED • Frein de parking assisté + aide au démarrage en côte • Jantes alu 17" • Sari • Jont chrome sur face avant • Rétroviseurs extérieurs rabattables électriquement • Régulateur - limiteur de vitesse • R-Plug&Radio+ (mono-CD MP3, connexion AUX + USB) • Régulateur - limiteur de vitesse • Sellerie cuir carboné foncé / alcantara gris • Système d'aide au stationnement arrière • Visio System® (alerte de sortie de voie + feux de route automatique)



**SCÉNIC**  
Exception dCi 130



PRIX CATALOGUE TVAc € 28.470  
REMISE (1) - € 6.835

**PRIX NET TVAc REMISE DÉDUITE € 21.635**

**ÉQUIPEMENTS SPÉCIFIQUES:**  
• ABS + Contrôle dynamique de conduite ESC (ESP) avec fonction antipatinage (ASR) • Carminat TomTom® LIVE intégré avec joystick de commande et carte SD Benelux • Carte Renault démarrage mains libres • Conditionnement d'air automatique bi-zone • Jantes alu 17" • R-Plug&Radio+ (mono-CD MP3, connexion AUX + USB) • Régulateur - limiteur de vitesse • Sellerie cuir carboné foncé / alcantara gris • Système d'aide au stationnement arrière • Visio System (alerte de sortie de voie + feux de route automatique)



3,3 - 7,9 L/100 KM. 85 - 184 G CO<sub>2</sub>/KM. [www.renault.lu](http://www.renault.lu) DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Renault préconise



(1) Remise : Offre valable pour les particuliers, pour toute Renault neuve commandée entre le 02/03/2013 et le 31/03/2013. Tout a été fait pour que le contenu de la présente publication soit exact et à jour à la date de l'impression. Veuillez consulter votre distributeur local pour recevoir les informations les plus récentes. Nos prix s'entendent TVA 15% comprise.

**CHANGEMENT DES 4 ROUES + VÉRIFICATION NIVEAUX + 25 POINTS DE CONTRÔLE : € 49  
+ CADEAU : 5 L DE LVG ÉTÉ/HIVER OFFERT\***

\* Offre valable pour les particuliers, sur présentation de ce coupon, du 02/03/2013 au 31/03/2013 dans le réseau Renault participant.



**EasyDeal** pour vous offrir encore plus facilement la Dacia qui vous va.  
Financez votre Dacia au taux de 2,99% (3) et étendez votre garantie jusqu'à 60 mois et 100000 km.

Dacia Sandero



**2,99%** TAEG (3)  
Financement Easy Deal  
A partir de **7595€** (1)

Dacia Lodgy



**2,99%** TAEG (3)  
Financement Easy Deal  
A partir de **9495€** (1)

Dacia Duster



**2,99%** TAEG (3)  
Financement Easy Deal  
A partir de **11395€** (1)

**3 ANS** GARANTIE ou 100 000 km (2)

DACIA  
GROUPE RENAULT

(1) Prix catalogue du 02/03/2013 au 31/03/2013. (2) Au premier des 2 termes atteint. (3) Cette offre EASY DEAL se compose d'un crédit Easyfin Classic et d'un contrat d'extension de garantie Easylife. Ces 2 contrats peuvent être souscrits séparément à des conditions identiques. Offre de prêt à tempérament réservée aux particuliers, valable du 02/03/2013 au 31/03/2013 sur toute la gamme Dacia. Taux débiteur fixe 2,95% et taux annuel effectif global 2,99% pour une durée maximale de 60 mois sans acompte obligatoire. Exemple représentatif pour Duster 1.6 16V 4x2 : prix au comptant (remises et primes déduites) : 10895 € TVAc, acompte de 1634 €, 48 mensualités de 205 €. Montant total dû : 11463 €. La mensualité Easy Deal est de 211 € sur 48 mois, incluant l'abonnement mensuel Easylife et l'assistance. Easylife est une extension de garantie couvrant l'ensemble des pièces mécaniques, électriques et électroniques (hors pièces d'usure) au delà de la période de garantie contractuelle. Le contrat Easylife est souscrit pour la durée du prêt et un kilométrage de 100.000 km. La première de ces 2 échéances atteinte mettra fin au contrat Easylife. Offre non-contractuelle. Sous réserve d'acceptation du dossier par Alpha Credit S.A., rue Ravenstein 60 / 15, B-1000 Bruxelles, Belgique. Annonceur : Renault Belgique Luxembourg S.A. (Importateur), boulevard de la Plaine 21, 1050 Bruxelles.

3,8 - 7,1 L/100 KM. 99 - 165 G CO<sub>2</sub>/KM. [www.dacia.lu](http://www.dacia.lu)

DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Dacia préconise

**VOTRE FORFAIT ENTRETIEN DACIA À PARTIR DE SEULEMENT 119 €\* TVAc.**  
AVEC DACIA, VOUS OPTEZ POUR UN VÉHICULE ÉCOLOGIQUE, À LA SÉCURITÉ EXIGEANTE, AU DESIGN AFFIRMÉ, ET SURTOUT ÉCONOMIQUE !  
ET LES COÛTS D'ENTRETIEN PARTICIPENT À CETTE LOGIQUE D'ÉCONOMIE.

\* OFFRE VALABLE À PARTICULIERS. ENTRETIEN DACIA 5W40. L'ENTRETIEN DACIA COMPREND : VIDANGE ET APPOINTS D'HUILE - REMPLACEMENT DU FILTRE À HUILE - MISE À NIVEAU DES LIQUIDES - 25 POINTS DE CONTRÔLE.

**RENAULT LUXEMBOURG**

2 Rue Robert Stumper  
L-2557 LUXEMBOURG  
40.30.40.1

**GARAGE THOMMES**

92 Op der Strooss  
L-7650 HEFFINGEN  
87.81.15.1

**RENAULT BEGGEN**

182 Rue de Beggen  
L-1220 BEGGEN  
43.52.32.1

**GARAGE SCHNEIDERS**

17 Rue de Luxembourg  
L-6450 ECHTERNACH  
72.90.45.1

**RENAULT DIEKIRCH**

26 Route d'Ettelbrück  
L-9230 DIEKIRCH  
80.88.80.1

**GARAGE DE L'EST**

Zone artisanale et commerciale  
L-6131 JUNGLINSTER  
788.22.21

**RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE**

Rue Jos Kieffer  
L-4176 ESCH-SUR-ALZETTE  
57.29.76.1

**SERVICE AUTOMOBILE**

1b Route d'Arlon  
L-8310 CAPELLEN  
30.93.41

**GARAGE FELTEN**

Weicherdange - Tél.: 92.16.12

**GARAGE REINERT**

Petange - Tél.: 50.37.87

**GARAGE GELZ**

Steinfort - Tél.: 39.00.47

**GARAGE SCHILTZ**

Buderscheid - Tél.: 26.88.90.75

**GARAGE KAUTEN**

Beckerich - Tél.: 23.62.13.67

**GARAGE THOMMES**

Mersch - Tél.: 26.32.39

**GARAGE RECH**

Esch/Alzette - Tél.: 54.34.34



# Das Sterben als Teil des Lebens

## Formalitäten und Behördengänge bei einem Sterbefall

Wenn man einen lieben Menschen verliert, treten schnell Leid und Trauer ein, und die Hinterbliebenen verlieren in ihrer Verzweiflung oft den Überblick über die bei Sterbefällen erforderlichen Formalitäten und Behördengänge. Vor geraumer Zeit hatten wir unter dem Titel „Das Sterben als Teil des Lebens“ einen Beitrag veröffentlicht, der sich mit dem Thema Sterben und den im Sterbefall notwendigen Schritten auseinandersetzte. Aufgrund einer regen Nachfrage möchten wir diesen Beitrag nachstehend noch einmal, in einer aktualisierten Fassung, wiedergeben. Ohne den Anspruch auf Vollständigkeit zu erheben, will unser Artikel Menschen in einer der wohl schwierigsten Lebenslagen eine kleine Orientierungshilfe geben und gleichzeitig ein praktischer Ratgeber für sie sein.

Der Tod gehört zum Leben, sagt eine alte Weisheit. Und dennoch: Alltag wird er dadurch nicht. Für viele bleiben der Tod und das Sterben weiterhin ein Tabuthema. Sehr viele Menschen mögen sich am liebsten gar nicht mit der Tatsache abfinden, dass alles Leben auch einmal sein Ende finden wird – das von geliebten Menschen ebenso wie das eigene.

Leben und Sterben sind untrennbar miteinander verbunden. In früheren Zeiten war der Tod als Phänomen viel präsenter. In einer Großfamilie kam es z.B. viel öfter dazu, dass das Sterben von allen begleitet wurde. Heute findet das Sterben vor allem in Krankenhausbetten statt. Dennoch sollte das Thema Tod kein Tabu sein, denn es ist „Teil des gesamten Kreislaufs“, wie wir einer medizinischen Schrift entnehmen.

### Viele Vorgänge in kurzer Zeit

Aus Verwaltungssicht macht der Tod eines Menschen zahlreiche Formalitäten und Behördengänge erforderlich, die obendrein auch noch in einem verhältnismäßig kurzen Zeitraum erledigt werden müssen. Eine direkte Hilfestellung erhalten die Angehörigen in der Regel beim Bürgeramt ihrer Gemeindeverwaltung. Größere Gemeinden wie beispielsweise die Stadt Luxemburg nutzen heute auch ihren online-Dienst, um in der eigens hierzu eingerichteten und nach der Dienststelle benannten Rubrik „Etat civil“ nützliche Informationen bereitzustellen.

In jedem Fall muss ein Arzt den Tod einer Person feststellen. Er stellt auch den Totenschein aus, der in der Regel die Todesursache und auch den Zeitpunkt, in dem der Tod eintraf, beinhaltet. Wenn die Todesursache nicht mit letzter Gewissheit festgestellt werden kann, hat der Arzt auch das Recht, eine Autopsie des Verstorbenen anzuordnen.

Der Tod einer Person muss im Prinzip innerhalb von 24 Stunden beim Bürgeramt derjenigen Gemeinde gemeldet werden, wo die Person verstorben ist. Bei Beerdigungen sind folgende Unterlagen erforderlich:

- eine medizinische Bescheinigung, der Totenschein also;
- wenn möglich, das Familienbuch des Verstorbenen, seine Heiratsurkunde oder den Geburtsschein (wenn der Verstorbene nicht verheiratet war);
- eine Einsargungsbescheinigung, wenn der Verstorbene an einem anderen Ort als dem Sterbeort beerdigt wird;
- im Falle einer Einäscherung eine ärztliche Bescheinigung, dass die Person eines natürlichen Todes, d.h. ohne Fremdeinwirken, gestorben ist.

Der Tod einer Person kann beim Bürgeramt bzw. beim „Etat civil“ (für die Stadt Luxemburg) gemeldet werden: von dem von der Familie beauftragten Bestattungsinstitut, einem Familienangehörigen oder irgendeiner anderen Person. Daraufhin stellt die Behörde den eigentlichen Sterbeakt aus, der bei den im Folgenden zu unternehmenden Schritten in mehrfacher Ausführung benötigt wird.

### Beerdigung und Einäscherung

Den Termin für die Beerdigung, die im Normalfall ein bis drei Tage nach Eintritt des Todes stattfinden muss, wird mit dem jeweiligen Priester vereinbart.



Der Friedhof kann im Übrigen nicht frei gewählt werden, sondern unter Berücksichtigung der jeweiligen Gemeindeverordnungen. Auch hier gilt eine Sonderregelung für die Stadt Luxemburg: Aufgrund der hohen Anzahl an Beerdigungen wird der Termin für die Bestattung nicht vom Priester, sondern von der Stadtverwaltung festgelegt. Verfügt die Familie über kein Grab, muss zunächst bei der zuständigen Gemeindeverwaltung eine Grabkonzession beantragt werden. Im Anschluss daran darf dann auch der Grabstein errichtet werden. Zu beachten ist, dass Grabkonzessionen zeitlich befristet, in der Regel aber erneuerbar sind.

Im Falle einer Einäscherung muss, wie vorhin erwähnt, zudem eine medizinische Bescheinigung vorgelegt werden, dass der Verstorbene nicht aufgrund einer gewaltsamen Handlung ums Leben gekommen ist. Ist die Todesursache klar und liegt kein Hinweis auf Fremdverschulden vor, werden der Totenschein ausgestellt und – wie es im Fachjargon heißt – „der Leichnam freigegeben“. Auch muss sich der Verstorbene zu Lebzeiten für eine Einäscherung ausgesprochen haben. Fehlt dieser Nachweis, muss ein enger Verwandter oder eine andere hierzu bevollmächtigte Person die Einäscherung beantragen. Im entsprechenden Text heißt es hierzu wörtlich:

„En cas d’incinération d’une personne décédée au Luxembourg, celle-ci ne peut avoir lieu que sur autorisation de l’officier de l’état civil du lieu de décès, accordée sur présentation d’un certificat médical constatant qu’il n’existe ni signe ni indice de mort violente et d’un acte exprimant la volonté du défunt d’être incinéré. A défaut, la loi exige la déclaration d’un membre de la famille ou toute autre personne ayant qualité de pouvoir aux funérailles.“

Die Asche kann nur dort aufbewahrt werden, wo es die legalen Bestimmungen auch vorsehen:

„Le lieu du dépôt des cendres est régi par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur. Ainsi, il y a lieu de relever que l’inhumation du corps humain ne peut avoir lieu que dans des cimetières.“

Erwähnt sei, dass die Bestattungsinstitute in der Regel bereit sind, einen Großteil der nach einem Sterbefall anstehenden Formalitäten und Behördengänge zu übernehmen. Da diese Dienstleistung im Prinzip kostenpflichtig ist, ist es allerdings ratsam, vorab ein detailliertes Angebot einzuholen.

An den Bestattungskosten beteiligt sich gegen Vorlegen von Rechnungen die Krankenkasse mit einer sogenannten Bestattungsschuldung. Für den Fall, wo der Tod infolge eines Arbeits- oder Wegeunfalls eingetreten ist, kann ebenfalls die Arbeitsunfallversicherung, bei der Auszahlung einer Rente beispielsweise, in Anspruch genommen werden.

Anspruch auf eine sogenannte Hinterbliebenenrente haben im Übrigen: der hinterbliebene Ehegatte sofern es noch nicht zu einer Wiederheirat gekommen ist; die minderjährigen Waisenkinder sofern sie über kein eigenes Einkommen verfügen; und getrennte Ex-Ehepartner, wenn sie nicht wieder verheiratet sind.

### Sterbeakte zustellen

Folgende Stellen sollten durch die Zustimmung einer Sterbeakte vom Ableben des Versicherten informiert werden:

- die Krankenkasse
- die Pensionskasse
- die „Caisse médico-chirurgicale mutualiste“
- die Sterbekasse
- sofern eine private Lebensversicherung abgeschlossen wurde, die entsprechende Versicherungsgesellschaft
- und, sofern keine direkte Verbindung von der zuständigen Gemeindeverwaltung zu den staatlichen Stellen bestehen sollte, das „Centre commun de la Sécurité sociale“

Aus praktischen Gründen ist es ratsam, entweder die Sozialversicherungs- oder die Matrikelnummer des Verstorbenen anzugeben.

Bankkonten werden grundsätzlich gesperrt, sobald ein Todesfall bekannt wird. Das kann Ehepartner, die gemeinsame Konten hatten, schnell in Bedrängnis führen. Die Bedingungen für eine Kontoauflösung unterscheiden sich von einer Bank zur anderen. Ratsam ist es allemal, die Bankguthaben so aufzuteilen, dass zu jeder Zeit die erforderlichen finanziellen Mittel – zur Tilgung der Bestattungskosten beispielsweise – bereitstehen. In jedem Fall aber muss der Bank ein von der Einregistrierungsverwaltung ausgestelltes Immunisierungszertifikat zugestellt werden. Dasselbe gilt im Übrigen beim Abschluss eines Bausparvertrages bei einer Bausparkasse.

War der Verstorbene bis zu seinem Tod noch berufstätig, sind die Gehälter und Prämien ebenso wie ein Teilbetrag des 13. Monatsgehalts bis zu seinem Todestag geschuldet. Bei einer bereits im Ruhestand lebenden Person läuft die Pension noch bis zum Ende des Monats, in dem der Tod eintrat. Verwitwete Ehepartner haben indes ein Anrecht auf die Pension der drei Folgemonate.

Verwandte ersten Grades haben das Recht auf einen Sonderurlaub von drei Tagen, Angehörige zweiten Grades auf einen Spezialurlaub von einem Tag. Zu den Verwandten ersten Grades zählen: der Ehepartner, die Kinder, die Eltern, die Schwiegereltern und die Schwiegertöchter bzw. Schwiegersöhne. Angehörige zweiten Grades sind: die Schwestern und Brüder, die Schwägerinnen und Schwager, die Großeltern sowie die Enkelinnen und Enkel.

### Die Todesanzeige

Wer die breite Öffentlichkeit über den Tod eines Verwandten oder Bekannten informieren möchte, kann dies tun über den Weg einer Todesanzeige. Selbst an Sonn- und Feiertagen bieten die Tageszeitungen einen entsprechenden Annahmedienst an. Neben den Namen des Verstorbenen und der engsten Verwandten informiert eine solche Anzeige in der Regel auch über den Ort, den Tag und die genaue Uhrzeit der Beisetzung bzw. der Totenmesse. Die Anzeigenabteilungen der Tageszeitungen halten Musterdrucke mit entsprechenden Wendungen bereit, an denen sich orientiert werden kann. **s.h.**

### Die wichtigsten Formalitäten im Überblick

- Bürgeramt bzw. den „Etat civil“ (für die Stadt Luxemburg) innerhalb von 24 Stunden benachrichtigen;
- Termin für die Beerdigung mit dem zuständigen Pfarramt bzw. für die Stadt Luxemburg mit der Stadtverwaltung vereinbaren;
- Kontakt zu Bestattungsinstitut aufnehmen (übernehmen gegen Bezahlung Großteil der Formalitäten und Behördengänge, Angebot anfordern);
- Krankenkasse, Pensionskasse, CMCM, Sterbekasse und – gegebenenfalls – Versicherungsgesellschaft benachrichtigen und Sterbeakte zustellen;
- Finanzinstitute zur Auflösung der Bankkonten benachrichtigen, Immunisierungszertifikat erforderlich;
- Todesanzeige aufgeben (Musterdrucke in den Anzeigenabteilungen der Tageszeitungen erhältlich);
- Gegebenenfalls das staatliche „Centre commun de la Sécurité sociale“ benachrichtigen.



# 20 Joer Douane's Musek

„Orchestre d'Harmonie de la Garde républicaine“  
spillt de 16. Abrëll 2013 an der Philharmonie

Keen hat geduecht, datt et haut, méi wéi 20 Joer nodeem sech de 15. Mee 1992 eng 16 Kollegen aus der Douane zesumme mam deemolegen Adjutant Paul Dahm vun der Militärmusek an enger éischter Prouf am Casino syndical zu Bouneweg gesinn hu fir d'akademesch Sëtzong vun der 75-Joer-Feier vun der Association des Douaniers Luxembourg A.D.L. am September 1993 ze verschéieren, eng Douane's Musek géif ginn, déi esou vill opzeweisen huet, och wa se nach ëmmer keen eegene Prouwesall huet. Haut kënnen d'Musikantinnen a Musikanten aus der Douane's Musek awer d'Prouwesall vun hire Frënn aus der Märeler Musek an der Stad Lëtzebuerg-Lampertsberger Musek benotzen.

Ënnert dem Impuls vum Jean-Pierre Reuter, deen an der Grënnungsversammlung vum 15. Oktober 1993 den éischten a bis haut eenzege President ginn ass, ass dat Kand vun deemools en dichtegen Erwuessene ginn.

Als éischte Sortie am Liewe vun der Douane's Musek notéiere mer d'Participatioun um Cortège am Kader vun „En Dag am Minett“ zu Bieles, den 20. September 1992, also 4 Méint no der éischter Prouf. Duerno huet sech d'Douane's Musek nach un der Matthäus-Feier – dem Patronatsfest vun den Douanieren – an um internationale Finanzturnéier am Stadion Josy Barthel bedeelegt. Den 28. Juni 1993 ass op der Place d'Armes den éischte Concert gespillt ginn. Den 11. September ass en zweete Concert zu Uespelt gespillt ginn, éier de 17. September 1993 op der scho genannten akademescher Sëtzong de „Marche des Douanes et Accises“, komponéiert vun hirem Dirigent Paul Dahm, eng éischte Kéier opgefouert ginn ass. Nodeems schonn dat éischt Joer ouni offiziell Statuten eriwwe wor an erëm eng Kéier d'Matthäus-Feier wor, ass de 15. Oktober 1993 déi offiziell Grënnungsversammlung um Centre douanier ofgehele ginn. Den deemolegen Direkter Marc Schloesser ass fir all seng Beméiungen, déi et méiglech gemat hunn, datt eng Musek an der Douane konnt op



d'Bee gestallt ginn, vun de Grënnungsmitgliedern eestëmmeg als Eierepresident proposéiert ginn, wat hie mat vill Freed ugeholl huet.

Am Laf vun deenen 20 Joer, wou d'Douane's Musek elo besteet, kann een dann och vu richtegen Traditione schwätzen, well et gi verschidde Geleeënheeten, déi all Joer erëm kommen. Do si wéi scho gesot d'Patronatsfest vun den Douanieren an de Concert op der Place d'Armes. Niewent ganz ville Concerten uechter d'ganz Land, kann ee soen datt déi 2 Concerten mam Änder Hirtt & Friends an dem Sträichensemble vum Vania a Judith Lecuit an der Philharmonie 2008 an um Knuedler 2009 als gréissten Optrëtter hei am Land ze ziele sinn. Och huet d'Douane's Musek net de Wee iwwer eis Grenze gefaart an huet schonn en etlech Optrëtter am Ausland gehat wéi zu Aachen, Antwerpen, Calella (E), Mülheim/Mosel, Orscholz, Prüm an Tréier, fir nëmmen déi ze nennen. E weidere grouesse Concert am Ausland ass als Ofschloss vun de Feierlechkeete fir den 20. Gebuertsdag am November an der Schwäiz mat de Kollege vun der Schaffhauser Zollmusik programméiert.

Natierlech kascht eng Musek och e Batz Suen an esou hunn déi Responsabel vun der Douane's Musek keng Méi gescheit, fir déi eng oder aner gréisser Organisatioun unzegoen. Zesumme mat de Kollege vun der Douane's Football huet d'Douane's Musek während Joren den Douane's Bal organiséiert, deen et haut leider net méi gëtt. Eng éischt CD, eng Live-Opnam grad esou wéi déi 6 wou nach duerno eraus komm sinn, ass 1996 opgeholl ginn. D'Douane's Musek huet awer och un aner geduecht a schonn an hire Statute festgehalen, datt all Joer ee Concert fir de gudden Zweck gespillt gëtt. Dat ass dann d'20. Joer den 10. Mee zu Zéisseng bei engem Concert mat der Harmonie Municipale Hollerich, Luxembourg-Gare, Cessange, dee vun den Soroptimist International Club Melusina organiséiert gëtt a wou dann och den Erléis vun der neister Duebel-CD un „De Leederwon“, „Île aux clowns“ an „Le Rêve du Petit Prince“ iwwerreecht gëtt.

Bal 50 Musikantinnen a Musikanten bréngen Zefriddenheet a vill Begeescherong mat an d'Douane's Musek. Och wann am Ufank de Style enger klassescher Duerfmusek entsprach huet,

esou ass ënnert dem Impuls vum dynameschen Dirigent Paul Dahm méi d'Richtong vun enger Big-Band oder Show-Band mat Sänger respektiv Sängerin wéi dem Danielle Kohll, Tania Welter, Sandy Botsch, Kim Scheiden, Änder Hirtt, Misch Stimpfl a Claude Hoffmann, repektiv Soliste wéi dem renomméierten Trompettist Tony Schuster ageschloe ginn. Vill Fläiss a gutt besichte Prouwen hunn ëmmer méi en héijen Niveau bruecht.

Fir den 20. Gebuertsdag mat engem groussen Publikum kënnen ze feieren, huet d'Douane's Musek am Kader vu „Fräiraim“ an der Philharmonie den „Orchestre d'Harmonie de la Garde républicaine“ ënnert der Direktioun vum Sébastien Billard an de groussen Auditorium invitéiert, fir do en Dënschdeg, 16. Abrëll 2013, ëm 20.00 Auer e Concert mam Marc Meyers als Solist op der Trombone ze spillen. Ticketë kann ee bestellen um Telefon 2632 2632 vun der Philharmonie // [www.philharmonie.lu](http://www.philharmonie.lu). All Nolauschterer bei dësem Concert kritt den neien Duebel-CD vun der Douane's Musek fir hiren 20. Gebuertsdag offréiert.

[www.douanesmusek.lu](http://www.douanesmusek.lu)

## Schnell und übersichtlich informiert:



Vous avez un Smartphone  
ou Tablet Computer?  
Alors scannez notre code  
et découvrez notre site internet!



## Unsere Webseite [www.cgfp.lu](http://www.cgfp.lu)



# «Les enjeux d’une définition du logement social»

## Avis du Comité économique et social européen sur «Les enjeux d’une définition du logement social en tant que service d’intérêt économique général»

Le Comité Economique et Social Européen (CESE) vient de publier un avis d’initiative concernant les enjeux d’une définition européenne du logement social, rédigé par le représentant de la CGFP dans cette institution communautaire, M.Raymond Hencks.

Il s’agit en l’occurrence d’un sujet qui concerne également le Luxembourg, dont la politique en matière de logement social a fait récemment l’objet d’une enquête de la Commission européenne, suite à une plainte d’un promoteur immobilier privé, estimant que les subventions étatiques en faveur du Fonds du logement constituent des aides d’Etat illégales (selon le droit européen) du fait que le secteur privé est exclu de ces aides, ce qui crée un monopole de fait pour le domaine de la création de logements «*dits sociaux*». (voir fonction publique n° 218, novembre/décembre 2011). Une réponse officielle de la Commission européenne vis-à-vis de la prise de position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à cette plainte se fait toujours attendre.

**1. Le droit au logement - Principes généraux**

1.1 Le droit au logement relève d’une obligation internationale des États membres que l’Union européenne est tenue de prendre en considération. Ce droit est en effet reconnu dans la Déclaration universelle des droits de l’homme des Nations Unies qui prévoit que *«toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille notamment l’alimentation, l’habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires»*. La Charte sociale révisée du Conseil de l’Europe retient qu’en vue d’assurer l’exercice effectif du droit au logement, les Parties s’engagent à prendre des mesures destinées à favoriser l’accès au logement d’un niveau suffisant; à prévenir et à réduire l’état de sans-abri en vue de son élimination progressive; à rendre le coût du logement accessible aux personnes qui ne disposent pas de ressources suffisantes. Le droit au logement est présent dans de nombreuses constitutions des États membres et/ou fait l’objet de lois spécifiques visant à sa mise en œuvre effective.

1.2 La Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne stipule qu’*«afin de lutter contre l’exclusion sociale et la pauvreté, l’Union reconnaît et respecte le droit à une aide sociale et à une aide au logement destinées à assurer une existence digne à tous ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, selon les modalités établies par le droit communautaire et les législations et pratiques nationales»*.

1.3 La mise en œuvre de ces droits se réalise dans la plupart des États membres par l’intermédiaire d’un service d’intérêt économique général (SIEG) conformément à l’article 36 de la Charte des droits fondamentaux selon lequel *«l’Union reconnaît et respecte l’accès aux services d’intérêt économique général tel qu’il est prévu par les législations et pratiques nationales, conformément au traité instituant la Communauté européenne, afin de promouvoir la cohésion sociale et territoriale de l’Union»*.

1.4 Conformément à l’article 106.2 du TFUE et dès lors que l’accès universel au logement est qualifié de SIEG, les entreprises chargées de fournir ledit service ne sont soumises aux dispositions communautaires sur la concurrence et à l’interdiction et au contrôle des aides d’État que dans la mesure où l’application de ces règles ne fait pas échec à l’accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui lui a été impartie par les autorités nationales, régionales ou locales. La décision de la Commission en date du 20 décembre 2011 («décision SIEG») limite la fourniture de logements sociaux subvention-

nés aux personnes défavorisées ou aux groupes sociaux moins avantagés qui, pour des raisons de solvabilité, ne sont pas en mesure de trouver un logement aux conditions de marché.

1.5 Selon le Protocole 26 annexé au Traité de Lisbonne, la responsabilité première en matière de mise à disposition, de fourniture, de financement et d’organisation des SIEG incombe aux États membres et à leurs autorités nationales, régionales et locales, qui disposent d’un large pouvoir discrétionnaire en la matière et de liberté de choix démocratique.

1.6 Ce même Protocole impose, entre autres, aux États membres de veiller à un haut niveau quant au caractère abordable, et la promotion d’un accès universel de leurs SIEG.

1.7 La mise en œuvre du droit au logement conditionne celle d’autres droits fondamentaux tels que le droit à la dignité humaine, à la protection de la vie privée et du domicile, de la famille, à l’eau, à la santé, à l’énergie, etc. Disposer d’un logement décent est essentiel pour qu’un individu puisse s’épanouir et s’intégrer dans la société.

1.8 L’effectivité du droit au logement dépend le plus souvent, et pour l’essentiel, de la disponibilité d’une offre adéquate. Le droit au logement se décline le plus souvent en un droit d’accès au logement décent et abordable.

1.9 Garantir l’accès à un logement ne signifie souvent pas pour les pouvoirs publics de devoir fournir un logement à toute personne qui en fait une demande. L’État ou l’autorité publique en charge a le devoir politique d’améliorer par ses politiques et ses programmes l’accès au logement de toute la population.

1.10 Les États membres interviennent de manière très diverse et à des degrés très variés dans le fonctionnement de leurs marchés du logement dans le cadre de la mise en œuvre de ce droit fondamental avec pour objectif de permettre à chaque citoyen d’accéder à un logement décent et à un prix abordable. Une participation adéquate des futurs habitants à la construction des logements sociaux contribue à l’accessibilité de ces logements, mais aussi au succès de ces personnes sur le marché de l’emploi.

1.11 Le logement relève de ce point de vue d’un bien (public ou sous tutelle) pour lequel les États membres définissent en fonction de choix politiques et de préférences collectives propres, des normes minimales d’habitabilité et de confort, des règles spécifiques d’urbanisme et de construction, des taux d’effort maximum, encadrent pour certains l’évolution des prix des logements comme en Allemagne, voire établissent des mécanismes d’aides sociales affectées ou d’aides fiscales en vue de peser sur ce poste principal de dépenses contraignantes des ménages.

**2. Le logement social**

2.1 Force est de constater que malgré ces dispositifs pour beaucoup de citoyens de l’Union l’accès à un logement décent n’est plus financièrement abordable. En 2010: 5,7% de la population européenne souffraient de privation de logement (Source: Europe Information Service S.A.), alors que la Charte sociale révisée du Conseil de l’Europe est censée réduire l’état de sans-abri en vue de son élimination progressive, 17,86% vivaient dans des logements surpeuplés ou indécents et 10,10% des ménages accusaient un surcoût de logement dépassant 40% de leur revenu disponible.

2.2 De nombreux États membres ont également opté pour la définition et l’organisation d’une offre parallèle de logements «dits logements sociaux» en complément de l’offre présente spon-

tanément sur le marché privé. Ces logements sociaux sont fournis à des conditions spécifiques, pour l’essentiel par des opérateurs sans but lucratif créés spécifiquement à cet effet, mais également par des investisseurs privés, personnes morales ou physiques, mandatés à cet effet, subventionnés par des autorités publiques nationales, régionales ou locales.

2.3 Tous les États membres à l’exception de la Grèce disposent d’un parc de logements sociaux. 25 millions de ménages européens occupent ainsi un logement social dont les conditions de programmation territoriale, d’accès et de prix sont définies directement par les autorités publiques des États membres.

2.4 Cette offre de logements parallèle contribue notamment à atténuer l’ampleur des cycles de l’immobilier et des phénomènes de bulles immobilières compte tenu de sa stabilité et de l’encadrement de son prix. Ainsi, les États membres qui disposent d’un parc de logements sociaux important ont échappé aux phénomènes de bulles immobilières et à leurs conséquences macro.

2.5 Le logement social est une réponse parmi d’autres des pouvoirs publics à la défaillance du marché du logement à satisfaire l’ensemble des besoins en logements et à garantir à tous l’accès à un logement décent à un prix/loyer abordable. Associer de manière appropriée les futurs utilisateurs à la construction de logements sociaux permet d’en rendre le prix plus accessible, d’améliorer la relation qu’entretiennent les habitants avec le logement qui leur est fourni et leur permet ainsi d’acquiescer ou de renforcer des habitudes de travail et des compétences qui améliorent leurs perspectives sur le marché du travail.

2.6 La défaillance du marché à satisfaire l’ensemble des besoins en logement ne touche pas seulement les personnes exclues purement et simplement de l’accès à un logement, mais également les personnes occupant un logement insalubre, inadapté ou sur-occupé, et celles consacrant l’essentiel de leurs revenus au paiement de leur loyer ou de leur mensualité de prêt.

2.7 Ces besoins en logements varient considérablement d’un État membre à l’autre et au sein d’un État membre, entre les pays de l’Ouest et les pays de l’Est, entre les zones rurales et urbaines, et au sein même des zones urbaines, entre les centres-villes et la banlieue.

2.8 Au-delà des États membres de l’Union trois conceptions différentes sont appliquées:

**A) conception résiduelle**

Les logements sociaux subventionnés par une autorité publique sont réservés exclusivement à des personnes défavorisées ou exclues, clairement identifiées comme telles. Pour ces logements il existe des règles très strictes en matière d’attribution. Le loyer est pris en charge presque intégralement par un système d’aide sociale. Cette conception n’entre pas en concurrence avec le secteur immobilier privé et correspond pleinement à la définition communautaire du service d’intérêt économique général du logement social telle que formulée dans la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 limitant l’exemption de la notification des compensations pour coûts de service public à la fourniture de logements sociaux aux personnes défavorisées ou aux groupes sociaux moins avantagés qui, pour des raisons de solvabilité ne sont pas en mesure de trouver un logement aux conditions de marché.

Figurent dans cette catégorie la Bulgarie, Chypre, l’Estonie, la Hongrie, l’Irlande, la Lituanie, la Lettonie, Malte, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie et l’Espagne (partiellement pour le secteur social locatif).

**B) conception généraliste**

Les bénéficiaires visés par cette conception sont les personnes défavorisées ou exclues (conception résiduelle) et des personnes avec des ressources modestes, ayant des difficultés à accéder à un logement convenable en raison de la précarité de leurs revenus. L’accès au logement est généralement conditionné à des plafonds de revenus et de composition de ménage. Les loyers sont réglementés et restent abordables. Cette conception a, en règle générale, une influence limitée sur le niveau global de l’offre de logements et sur ses prix, et n’entre guère en friction avec le marché immobilier privé, vu que les marges bénéficiaires restent très restreintes.

Cette conception concerne des catégories plus larges de la population mais répond également aux exigences communautaires de centrage sur une demande sociale. Elle est pratiquée en Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne (pour l’accession à la propriété), France, Finlande, Italie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie et au Luxembourg.

**C) conception universelle, appliquée au Danemark et aux Pays-Bas, mais différemment**

Aux Pays-Bas, cette conception entend fournir un logement à tout citoyen, quels que soient ses revenus (y compris les personnes défavorisées ou à revenu modeste), et représente une offre complémentaire au marché immobilier traditionnel. Elle a une grande influence sur les conditions du marché et les prix par le biais d’une politique tarifaire de logement aux coûts réels, et non en référence aux valeurs du marché tout en offrant une sécurité d’occupation du logement que n’offre pas le secteur privé du marché.

Vu l’absence d’un ciblage sur une demande sociale déterminée, cette conception universelle du logement est contestée par la Commission européenne qui estime qu’elle ne correspond pas à la définition communautaire du SIEG-logement. La conception universelle n’est plus en vigueur en Suède, qui a renoncé à la qualification explicite d’un SIEG-logement.

Au Danemark, la conception universelle est profondément ancrée dans le modèle social. Elle ne limite pas la notion de groupes ou de personnes défavorisées, vulnérables ou exclus à un certain niveau de revenu. L’accent est mis sur la mise à disposition de logements abordables et accessibles aux personnes qui en ont besoin. Elle complète le marché immobilier traditionnel en supprimant les obligations sociales légales, et en garantissant l’égalité et une mixité sociale en matière d’origine ethnique, de sexe, de revenu, d’âge, de handicap et de besoin sur le plan mental ou physique. La politique tarifaire est réglementée et s’appuie sur les coûts réels, excluant toute possibilité de surcompensation.

**3. Le logement social face au droit communautaire**

3.1 Compte tenu de la défaillance des seules forces du marché à assurer à tout citoyen un logement décent, le logement social peut relever en droit communautaire de la notion de service d’intérêt économique général (SIEG) dès lors qu’il est qualifié comme tel par l’État membre concerné et peut, dans ce cas, bénéficier de subventions ou de compensations publiques.

3.2 Le Protocole 26 annexé au Traité de Lisbonne confirme le rôle essentiel et le large pouvoir discrétionnaire des autorités nationales, régionales et locales pour fournir, faire exécuter et organiser les SIEG d’une manière qui réponde autant que possible aux besoins des utilisateurs. Les logements sociaux sont soumis à des obligations de service public définies par les pouvoirs publics nationaux, régionaux ou locaux

suite page 25



Réussissons ensemble



Pour plus d'informations sur nos services bancaires, n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.



**BGL  
BNP PARIBAS**

La banque d'un monde qui change

bgl.lu

Viandes fraîches  
Gibier - Volaille  
Charcuteries  
Salaisons

**A W I E T O R**

VIANDES EN GROS

*www.wietor.lu*



19A, rue de Haller  
L-6312 Beaufort  
Tél : 83 64 85-1  
Fax : 86 90 87



e-mail : [wietor@internet.lu](mailto:wietor@internet.lu)



## Découvrez le nouveau MacBook Pro avec écran Retina 13 pouces chez LINEHEART CITY.

L'avenir du portable clair et net.

Le tout nouveau MacBook Pro 13 pouces est doté d'un spectaculaire écran Retina de plus de 4 millions de pixels, d'une architecture flash ultra-rapide et des derniers processeurs Intel. Et il ne pèse que 1,62 kg pour 1,9 cm d'épaisseur<sup>1</sup>.

[www.lineheart.lu](http://www.lineheart.lu)

<sup>1</sup>Les dimensions et le poids varient en fonction de la configuration et du procédé de fabrication. TM et © 2012 Apple Inc. Tous droits réservés.

Rendez-vous chez  
votre expert Apple le plus proche.

**LINEHEART CITY**



Leudelange • Luxembourg-Ville • Esch-sur-Alzette • City Concorde • Galerie Auchan



suite de la page 23

- en termes notamment de programmation, de prix, de conditions d'attribution et d'occupation. Ce même Protocole impose aux États membres de veiller, entre autres, à un niveau élevé des SIEG quant au caractère abordable, à l'égalité de traitement et à la promotion de l'accès universel et des droits des utilisateurs.
- 3.3 S'il est qualifié de SIEG, le logement social relève des dispositions des articles 14 et 106.2 du TFUE ainsi que de son Protocole 26 qui établit notamment le principe de préférences collectives de nature sociale et culturelle et de satisfaction des besoins tels qu'ils s'expriment localement en matière de définition des SIEG par les États membres. Ces dispositions font primer l'accomplissement des missions imparties au logement social sur les règles de concurrence et du marché intérieur, moyennant le respect de certaines conditions définies par la décision SIEG, comme mentionné au point 3.6.
- 3.4 L'application de ces dispositions du TFUE a conduit la Commission à exempter de l'obligation de notification préalable les aides d'État octroyées aux organismes de logement social.
- 3.5 La qualification du logement social de SIEG par les États membres n'est soumise qu'à un contrôle d'erreur manifeste par la Commission européenne sous le contrôle de la Cour de justice de l'Union européenne.
- 3.6 En la matière, au motif que le «*service public dispose d'un caractère social*», la Commission européenne considère que le logement social doit être défini «*en lien direct avec des personnes défavorisées ou avec des groupes sociaux moins avantagés*», et non pas en fonction de la diversité des besoins en logement tels qu'ils s'expriment sur les marchés locaux du logement. C'est là une source de conflits permanents entre la Commission et certains États membres, organismes du logement social et représentants des locataires de logements sociaux qui s'inscrivent en faux contre cette position de la Commission, tandis que d'autres y souscrivent.
- 4. Un cadre juridique déstabilisateur des politiques de logement social des États membres**
- 4.1 La pratique décisionnelle de la Commission européenne en matière de contrôle de l'erreur manifeste de qualification du logement social de service d'intérêt général a abouti à certaines modifications dans les choix politiques de certains États membres en matière d'organisation et de financement du logement social et a généré du contentieux.
- 4.2 Aux Pays-Bas, l'application de cette pratique décisionnelle a conduit à exclure de l'accès au logement social près de 400 000 ménages, jugés trop riches pour accéder au logement social selon la Commission européenne, mais, dans la pratique, pas assez riches pour accéder au logement aux conditions du marché.
- 4.3 En Suède, le refus d'appliquer cette pratique décisionnelle a conduit les autorités publiques à exclure le logement social du champ des services d'intérêt économique général, et ainsi à remettre en cause son mode de financement sous la forme de compensations de service public seules compatibles avec le principe d'interdiction des aides d'État du Traité.
- 4.4 En France, l'Union nationale de la propriété immobilière a déposé une plainte auprès de la Commission européenne contre l'État français au motif notamment que les niveaux des plafonds de revenus pour l'accès au logement social seraient trop élevés et ne permettraient pas de satisfaire à la pratique décisionnelle de la Commission.
- 4.5 Les propositions de directives sur les marchés publics et sur les concessions conduisent à soumettre aux dispositions de ces directives et à appels d'offre, les coopérations en organismes de logement social relevant des notions d'entreprises sociales et d'organismes de droit public. En étendant à l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs la jurisprudence relative aux coopérations entre autorités publiques, la Commission européenne conduit ainsi à remettre en cause les pratiques de coopération

- et mutualisation de moyens nécessaires à la modernisation du logement social, à sa bonne gestion et au renforcement de son ancrage local.
- 4.6 Ces exemples concrets témoignent des incidences directes du droit de l'Union européenne sur les conditions de définition, d'organisation et de financement du logement social par les États membres et appellent à la définition d'un cadre juridique favorable au développement du logement social dans l'Union européenne.
- 4.7 De part ses multiples dimensions et sa forte représentativité dans l'Union européenne, le logement social joue un rôle clé dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020. Il concourt activement à l'objectif de faire de l'Union une économie intelligente, durable et inclusive. De ce fait il contribue à assurer des niveaux élevés d'emploi, de productivité, d'inclusion et de cohésion sociales et contribue activement à la lutte contre la pauvreté et contre le changement climatique tout en luttant contre la précarité énergétique.
- 4.8 Si chaque État membre doit adopter ses propres objectifs nationaux dans chacun de ces domaines, y compris en matière de développement d'une offre de logements sociaux, des actions concrètes menées aux niveaux européens doivent sous-tendre la stratégie Europe 2020 y compris dans le champ du logement social.
- 5. Des politiques du logement social qui s'inscrivent pleinement dans les objectifs Europe 2020 et dans une meilleure gouvernance économique**
- 5.1 Le logement social contribue activement à la réalisation de plusieurs objectifs de la stratégie Europe 2020, tant en matière d'accompagnement de la stratégie de croissance et de l'attractivité des territoires, des investissements générés et des emplois induits non délocalisables, de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et d'engagement dans la lutte contre le changement climatique et de la précarité énergétique.
- 5.2 L'Union européenne est ainsi le second producteur mondial de logements sociaux, après la Chine qui a fait du logement social une politique d'accompagnement de la croissance économique et urbaine et de modération des phénomènes de bulle immobilière dans le secteur de la promotion privée.
- 5.3 Le logement social est pleinement éligible aux fonds structurels pour la période 2014-2020 conformément aux propositions de la Commission européenne, notamment en matière de rénovation thermique et de promotion des énergies renouvelables, en matière d'actions intégrées de développement urbain durable et de lutte contre l'exclusion par l'accès au logement des communautés marginalisées et à des services sociaux abordables et de qualité.
- 5.4 Le logement social relève d'une réponse concrète et efficace à la volonté de la Commission et du Conseil de renforcer la gouvernance économique de la zone euro et notamment la surveillance des bulles immobilières et de leurs effets dévastateurs sur les équilibres macroéconomiques et sociaux. Le développement d'une offre parallèle de logements sociaux contribue à modérer l'amplitude de ces phénomènes de bulles et de cycles des marchés du logement.
- 5.5 Si, pour des raisons budgétaires ou par une interprétation trop restrictive de la définition des personnes défavorisées ou groupes sociaux moins avantagés, un État membre n'était plus à même d'adapter l'offre en logements sociaux aux besoins réels de ses citoyens, conformément à ses engagements internationaux en matière de droit au logement, l'accès universel à un logement décent et abordable ne serait réalisable qu'au prix d'une forte ingérence des pouvoirs publics dans le marché privé.
- 6. Faire face aux nouveaux enjeux énergétiques et sociaux**
- 6.1 Le logement social doit faire face à la nouvelle donne climatique et à la nécessité d'améliorer la performance énergétique de son parc et de son offre nouvelle. Les politiques d'investissement

- énergétique mises en œuvre par les organismes de logement social doivent être soutenues publiquement car elles permettent à la fois de lutter contre le changement climatique, de lutter contre la précarité énergétique des ménages à revenus modestes et de promouvoir l'emploi local et le développement économique des territoires. La politique de cohésion peut contribuer activement à cette dynamique et assurer un effet de levier à la mobilisation d'autres financements complémentaires.
- 6.2 Le vieillissement de la population relève également d'un enjeu majeur de part la nécessaire adaptation du parc de logement social aux besoins des personnes âgées et dépendantes et au développement de nouveaux services intégrés permettant le maintien à domicile des personnes dépendantes et l'accessibilité des logements sociaux.
- 6.3 La précarité croissante des ménages bénéficiaires et/ou demandeurs de logements sociaux renforce l'exigence de mixité sociale et de qualité de l'offre de logements sociaux dans les territoires et le développement d'approches intégrées de développement urbain durable couvrant les dimensions sociales, économiques, urbaines et environnementales, promues dans la proposition de règlement FEDER de la Commission européenne.
- 7. Rôle à jouer par l'Union européenne**
- 7.1 L'Union européenne se doit tout d'abord de garantir un cadre juridique favorable au développement du logement social dans les États membres, tant en matière de financement de cette offre que de modalités de définition et de fonctionnement. Ce cadre juridique favorable se décline en termes de contrôle de l'erreur manifeste de qualification de service d'intérêt économique général, de compatibilité des aides d'État octroyées aux organismes de logement social, d'application des dispositions relatives aux marchés publics et aux coopérations entre organismes de logement social mais également d'application de taux réduits de TVA en qualité de bien de première nécessité.
- 7.2 La Commission européenne devrait reconsidérer sa pratique décisionnelle en matière de contrôle d'erreur manifeste de qualification du logement social de service d'intérêt économique général car elle pourrait ne pas être toujours adaptée aux spécifications du secteur. Elle doit laisser aux États membres la responsabilité de définir les conditions d'accès et de prix des logements sociaux en référence aux besoins locaux et aux préférences locales, ainsi qu'aux véritables impératifs des citoyens défavorisés ou des catégories moins avantagées sur le plan social, conformément aux dispositions du protocole n°26 sur les services d'intérêt général.
- 7.3 Le CESE se félicite de la décision de la Commission européenne de reconduire l'exemption de notification des aides d'État sous la forme de compensations de service public octroyées aux organismes de logement social et d'avoir pris en considération certaines particularités, notamment en matière de durée de mandat et d'investissement de long terme.
- 7.4 Le CESE se félicite de la volonté de la Commission européenne exprimée dans une communication relative à l'entrepreneuriat social, de promouvoir un écosystème favorable au développement des entreprises sociales dans l'Union européenne, y compris en matière d'accès au logement, et de favoriser la mise en place de fonds d'investissement solidaires. Il souligne la nécessité de préserver le rôle des partenaires sociaux dans les États membres où la culture nationale les a impliqués dans la gestion du logement social.
- 7.5 La Commission, le Parlement et le Conseil devraient inclure dans les propositions de directives relatives aux marchés publics et aux concessions, la coopération entre les organismes de logement social en qualité d'organismes de droit public et d'entreprises sociales, en l'intégrant dans le champ de la coopération public-public compte tenu de la finalité d'intérêt public de ces entités et de leurs participations publiques ou privées.

- 7.6 La Commission européenne devrait reconsidérer ses propositions en matière d'avenir du système commun de TVA en maintenant la possibilité pour les États membres d'appliquer un taux réduit à la construction et à la rénovation de logements sociaux par tout intervenant, public, social ou privé, en tant que bien de première nécessité à caractère local n'affectant pas le commerce entre les États membres et le bon fonctionnement du marché intérieur.
- 7.7 L'Union européenne doit également soutenir les États membres à développer l'offre de logements sociaux et à la moderniser de façon à répondre aux nouveaux enjeux démographiques, sociaux et climatiques et ainsi contribuer activement à atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020.
- 7.8 Le CESE se félicite à ce titre de la proposition de la Commission relative aux règlements FEDER et FSE consistant à rendre éligibles aux fonds structurels 2014-2020 les investissements prioritaires en matière de rénovation thermique des logements sociaux, d'actions intégrées de développement urbain durable, d'accès à un logement social de qualité et abordable pour les communautés marginalisées et de promotion des entreprises sociales. Le CESE rappelle que l'objectif est de pouvoir proposer un logement social de qualité à tous ceux qui en ont besoin.
- 7.9 Le CESE estime que de telles mesures sont nécessaires et doivent accompagner les dispositions de la proposition de directive sur l'efficacité énergétique de la Commission européenne qui impose aux organismes de logements sociaux de réhabiliter thermiquement chaque année 4% du parc de logements sociaux. Une telle obligation doit s'accompagner de mesures spécifiques de financement des investissements induits, au moyen notamment du FEDER mais également par la création d'un fond d'investissement au niveau européen.
- 7.10 Le Parlement et le Conseil devraient adopter les propositions de la Commission relatives aux règlements FEDER et FSE qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020 et qui reconnaissent pour la première fois à travers les règlements des fonds structurels, le rôle prioritaire du logement en matière de politiques d'investissement des États membres au titre de la politique de cohésion 2014-2020.
- 7.11 La régulation des marchés du logement dans les États membres est un enjeu important pour la stabilité de la zone euro compte tenu de l'impact macroéconomique et social des phénomènes de bulles immobilières. Le logement social contribue à la stabilisation des marchés du logement et à la régulation des cycles de l'immobilier.
- 7.12 Le CESE se félicite de la proposition de la Commission de mettre en place une surveillance macroéconomique renforcée de la zone euro et d'y inclure un volet relatif aux effets macroéconomiques des bulles immobilières. Le CESE considère que ce dispositif de surveillance renforcée doit s'accompagner de mesures de promotion de dispositifs de régulation intelligente des marchés du logement dans les États membres et de développement d'une offre de logements sociaux et privés stabilisatrices et modératrices des cycles de l'immobilier compatibles avec une urbanisation durable.
- 7.13 Le CESE estime indispensable d'engager une réflexion sur des réserves européennes de stabilisation du financement du logement social, lequel appartient au modèle social européen. L'hypothèse d'un livret plafonné d'épargne populaire européenne dédiée au logement social devrait être examinée. Un tel livret pourrait s'ouvrir en ligne auprès de la BEI, qui assurerait la gestion de ces fonds. Une telle procédure aurait la double fonction de stabiliser l'investissement dans le logement social et de créer une forte appartenance citoyenne pour les souscripteurs.



# „Stärkere Beteiligung am europäischen Sozialdialog“

Gespräch mit CESI-Präsident Romain Wolff  
und dem dbb Bundesvorsitzenden Klaus Dauderstädt

Beide Verbände, die CESI wie der dbb, haben in etwa zeitgleich einen Führungswechsel vollzogen. An die Spitze der CESI gewählt wurde der Generalsekretär der Luxemburger Beamtengewerkschaft Romain Wolff. Er trat die Nachfolge gleich zweier Präsidenten an. Peter Heesen und der Vorsitzende des CESI-Mitglieds Eurofedop, Fritz Neugebauer, beendeten die Co-Präsidentschaft, die für die vierjährige Übergangszeit des Zusammenschlusses von CESI und Eurofedop gewählt worden war. Der dbb Gewerkschaftstag wählte, nachdem sein Vorgänger Peter Heesen nicht wieder kandidierte, mit großer Mehrheit den bisherigen stellvertretenden Bundesvorsitzenden und Chef der Gewerkschaft der Sozialversicherung (GdS) Klaus Dauderstädt zum neuen ersten Mann des dbb beamtenbund und tarifunion.

## Was ist das Leitmotiv Ihrer Präsidentschaft? Welche Ziele setzen Sie in der CESI?

**Wolff:** Menschen in Arbeit müssen darauf zählen können, dass ihre Rechte und Freiheiten durch parteipolitisch und weltanschaulich unabhängige Gewerkschaften verteidigt werden. Ich möchte gemeinsam mit unserem Generalsekretär, unter verstärkter Einbindung unserer Vizepräsidenten, aufbauend auf der in den vergangenen Jahren geleisteten Arbeit, die CESI in den nächsten Jahren weiter voranbringen und dies alles im Interesse eines sozialeren und bürgernäheren Europas. Um dies zu erreichen, muss die CESI in den kommenden Jahren noch sichtbarer werden, sich noch intensiver am sozialen Dialog auf europäischer Ebene beteiligen und ihre eigene Identität wahren und stärken.

## Was erwartet der dbb von der CESI?

**Dauderstädt:** Was man von einer gewerkschaftlichen Organisation erwarten kann: Interessenvertretung. Der Einfluss Europas auch auf die nationalen Entwicklungen nicht nur der Gesetzgebung, sondern der konkreten Ausformung von Arbeitsbedingungen

hat in den letzten Jahrzehnten permanent zugenommen. Umso wichtiger ist es, wenn in einem Binnenmarkt und unter weitgehend gemeinsamer Währung Euro auch gemeinsame Positionen der Gewerkschaften in Europa präsentiert werden können.

Das gilt im besonderen Maße für den öffentlichen Dienst, den auch wir in Deutschland gut repräsentieren. Wir setzen auf das europäische Dach als die entscheidende Instanz, sich im sozialen Dialog einzubringen, und wir bauen darauf, dass die CESI dabei in den nächsten Jahren noch größer und einflussreicher wird.

## Was erwartet die CESI vom dbb?

**Wolff:** Vielleicht eines vorweg: Mir sind alle Mitgliedsorganisationen, ob groß, ob klein, von großer Bedeutung. Die CESI erwartet von ihrer mitgliederstärksten Organisation, zu deren Mandatsträgern ich persönlich immer ein sehr gutes Verhältnis hatte und habe, die ja auch bei ihrer Gründung dabei war, genauso wie schon in der Vergangenheit, vor allem eine tatkräftige Unterstützung ihrer Tätigkeiten. Doch wie schon eingangs gesagt: Was für den dbb gilt, zählt auch für alle anderen Mitgliedsorganisationen, und das ungeachtet ihrer Größe.

## Welche europapolitischen Themen werden 2013 für den dbb im Vordergrund stehen?

**Dauderstädt:** Neben der Stabilisierung unserer Währung, der Vermeidung von neuen Finanzkrisen und dem Schuldenabbau in den Nationalstaaten sehen wir vor allen Dingen soziale Themen im Mittelpunkt: Auch wenn hier zunächst in hohem Maße unter den Vorzeichen der Subsidiarität die nationalen Zuständigkeiten und Traditionen gefordert sind, nimmt auch die Bedeutung Europas für die Sozialpolitik immer mehr zu. Längst sind wir über das Stadium der Konvergenz hinaus, so dass auch Sachfragen unter europäischen Vorzeichen diskutiert werden müssen: das reicht von der Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit, insbesondere in südeuropäischen Ländern, bis hin zur Vermeidung von Altersarmut.

## Welche Akzente will der dbb in den nächsten Jahren in den Gremien der CESI setzen?



„Sie müssen spüren und sehen, dass ihren Bedenken Rechnung getragen wird. Nur ein sozialeres und bürgernäheres Europa, für das die CESI sich voll und ganz einsetzt, wird größtmögliche Akzeptanz bei den Bürgern finden“, sagt CESI-Präsident Romain Wolff, auf unserem Foto zusammen mit dem neuen Bundesvorsitzenden des dbb, Klaus Dauderstädt.

**Dauderstädt:** Der dbb wird seine Mitarbeit in den Organen der CESI und in den Kommissionen kontinuierlich fortsetzen. Als langjähriger Vorsitzender der Sozialkommission weiß ich um deren Bedeutung, aber auch um die Notwendigkeit, sich mit Engagement und Sachkunde einzubringen. Aus der Zusammenarbeit mit Eurofedop hat die CESI in ihren Strukturen auch die Berufsrate übernommen, die wertvolle Arbeit leisten, welche wir ebenfalls stärker unterstützen wollen. Schließlich wird es ein wichtiges Ziel sein, auch neue Mitglieder für die CESI zu gewinnen. Wir sehen da eine ganze Reihe von Perspektiven, in denen wir nationale Kontakte zu internationalen Organisationen nutzen wollen, um die CESI zu vergrößern.

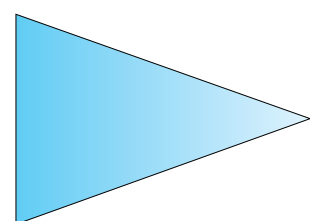
## Und welche Akzente will die CESI setzen?

**Wolff:** Eines ist ganz klar: Gerade in den nächsten Jahren wird eine starke CESI gebraucht, eine CESI, die sich, über den Sektor des öffentlichen Dienstes hinaus, so breit gefächert wie nur möglich aufstellen muss, im Interesse eines bürgernäheren und sozialeren Europas, um auch weiter Erfolg zu haben. In diesem Sinne ist die Beteiligung am sozialen Dialog von absoluter Wichtigkeit. In den Sparten, wo die CESI schon am sozialen Dialog auf europäischer Ebene beteiligt ist, da wo sie schon anerkannte Sozialpartnerin ist wie zum Beispiel seit

2005 in der Zentralverwaltung, muss die CESI auch weiterhin alles daran setzen, um ihre eigene Identität zu wahren. Ihre Meinung muss sie an geeigneter Stelle klar sagen können, sie muss sich weitergehendes Gehör verschaffen und Themen, die ihr relevant scheinen, auch bestimmen können. In allen anderen Sparten, wo der Einstieg in den sozialen Dialog noch nicht vollends geschafft wurde, muss die CESI, durch gezielte Arbeit, insbesondere fundierte Stellungnahmen zu aktuellen Themen, welche ihre Mitglieder auf die eine oder andere Art betreffen, sich Gehör verschaffen und alles daran setzen, den sozialen Dialog, im öffentlichen wie im Privatsektor auszuweiten.

## Wie sieht erfolgreiches europäisches Lobbying aus?

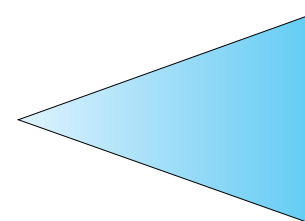
**Wolff:** Die CESI leistet seit Jahren erfolgreiche Lobbyarbeit in Brüssel. Ich bin überzeugt davon, dass wir auch in Zukunft über Abgeordnete bereits bestehende Kontakte zum Europäischen Parlament, welches in den letzten Jahren massiv an Einfluss gewonnen hat, in Verbindung mit inhaltlichen Themen, weiter vertiefen und ausbauen und neue Beziehungen knüpfen können. Gleiches gilt selbstverständlich auch für unsere Verbindungen zu anderen EU-Institutionen, zur Europäischen Kommission, zum Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschuss, wo die CESI-Mitglieds-



- **Actualités**
- **Prestations**
- **Services**



- **Documents**
- **Le Journal**
- **Liens**



Visitez notre site Internet:  
**www.cgfp.lu**



organisationen eine bedeutende Anzahl an Vertretern stellen, sowie, auch außerhalb der EU, zum Europarat, in dem die CESI auch mitarbeitet. Über die stete Teilnahme an der alljährlichen Internationalen Arbeitskonferenz in Genf können gewinnbringende Kontakte zu Teilnehmern aus anderen Ländern geknüpft werden. Und nicht zu vergessen: Erfolgreiche Medienarbeit durch fundierte Stellungnahmen, Pressemitteilungen und regelmäßige Pressekonferenzen oder Veranstaltungen, gehört immer auch dazu.

Wie hoch schätzt der dbb den europäischen Einfluss auf die Zukunftsfragen des öffentlichen Sektors in Deutschland ein?

Dauderstädt: Nicht nur die Privatwirtschaft, sondern auch der öffentliche Sektor benötigen stabile Rahmenbedingungen. Der europäische Einfluss ist unter den Vorzeichen der Geld- und Fiskalpolitik enorm. Neben den Rahmenbedingungen gehören aber auch Arbeitsmarkt- und Arbeitszeithemen dazu, was unmittelbar die Arbeitsbedingungen tangiert. Unter den Vorzeichen der sozialen Sicherheit fallen Fragen der Portabilität und des Insolvenzschutzes unter europäische Zuständigkeiten. Schließlich spielt auch die Europäische Menschenrechtskonvention eine gewisse Rolle, wenn wir etwa an die Diskussion über ein Streikrecht für Beamte denken, was nach nationalem Verfassungsrecht ausgeschlossen ist.

Haben wir aus Ihrer Sicht in der Euro-Schulden-Krise das Schlimmste überstanden?

Wolff: Nur allzu gerne würde ich auf diese Frage eine klare Antwort geben. Dies ist jedoch angesichts der wenig übersichtlichen Lage unmöglich. In einigen Ländern Europas drohen Rezession, steigendes Armutsrisiko sowie hohe Arbeitslosigkeit, besonders unter den jungen Leuten, denen es zusehends an Perspektiven mangelt, eine Situation voll sozialen Sprengstoffs. In vielen Ländern wird die Politik der sozialen Verschlechterungen zu einem Teufelskreis aus wirtschaftlichem Rückgang und niedrigeren Steuereinnahmen durch ein Schwinden der Kaufkraft. Auch wenn es zum Euro keine Alternative gibt, so bin ich dennoch der Meinung, obwohl sich die Lage etwas entspannt hat, dass die Schuldenkrise aber bei Weitem noch nicht ausgestanden ist.

Wie beurteilen Sie Deutschlands Rolle im aktuellen Krisengeschehen?

Dauderstädt: Deutschland ist als kräftigste Wirtschaftsnation in der Europäischen Union auch in einer besonderen Verantwortung. Die deutsche Volkswirtschaft hat sich als robust und für die Beschäftigung im Lande weitgehend krisenfest erwiesen. Ein solider öffentlicher Dienst war dabei wichtiger Begleiter, um auch Standortvorteile zu präsentieren. So ist es für ganz Europa wichtig, wenn in Deutschland ein stabiler Arbeitsmarkt, stabile Preise und stabiles Wachstum in verlässlicher Atmosphäre eines sozialen Friedens angeboten werden können.

In der Krise schaut ganz Europa auf Deutschland. Wie sehen uns unsere Nachbarn?

Wolff: Nach Ausbruch der Krise hat die EU zu Beginn etwas zögerlich gehandelt, gab bei einigen der getroffenen Entscheidungen nicht immer ein glückliches Bild ab. Die Bundesregierung hat sich stets für Haushaltsdisziplin und Festigkeit in Sachen Euro-Stabilität eingesetzt, was ihr nicht immer ungeteiltes Lob anderer Mitgliedstaaten

eingebraucht hat. Dennoch: Ich bin der Meinung, dass, wenn es denn etwas Positives aus der Krise zu lernen gibt, die europäischen Staaten gerade jetzt die Chance haben, sich gegenseitig zu helfen, dass gerade der vielleicht etwas spät wiederentdeckte Solidaritätsgedanke Europa in den nächsten Jahren weiter zusammenschweißen kann und wird.

Welchen Stellenwert hat Solidarität in Europa?

Dauderstädt: Hier sehen wir eine gewisse Divergenz zwischen der formalen Bewertung von Solidarität als politisches Ziel einerseits und den individuellen Konsequenzen für den einzelnen Unionsbürger. Es wurde auf der einen Seite von den finanzstarken europäischen Staaten den schwächeren in ihren Reihen Solidarität gezeigt. Deren Bürger empfinden diese aber nicht, weil sie unter anderen Entwicklungen leiden. Wenn man sieht, dass die Arbeitslosigkeit zunimmt, dass Gehälter eingefroren, Sozialleistungen gestrichen und Renten gekürzt werden, kommen Zweifel an der Solidarität auf. Wird dies noch mit dem Gefühl gepaart, dass dabei nationale Zuständigkeiten verloren gegangen sind, die dies hätten verhindern können, kommen erst recht keine solidarischen Gefühle auf. Hier kommt es auch gerade den Gewerkschaften zu, über Grenzen hinweg den Schulterschluss herzustellen und den Begriff der Solidarität wieder mit Leben zu erfüllen.

Wie wird es mit der EU weitergehen? Wird es in Zukunft mehr oder weniger Europa geben? Wie wird das Europa von morgen aussehen?

Wolff: Obwohl vielleicht nicht jeder darüber erfreut ist, so wird es meiner Meinung nach ganz sicher in Zukunft mehr Europa geben. Schon heute werden viele Entscheidungen auf europäischer Ebene getroffen. Um den Euroskeptikern das Wasser abzugraben, müssen die Bürger noch viel mehr als schon bisher in den europäischen Meinungsbildungsprozess betreffend Zukunftsfragen eingebunden werden. Sie müssen spüren und sehen, dass ihren Bedenken Rechnung getragen wird. Nur ein sozialeres und bürgernahes Europa, für das die CESI sich voll und ganz einsetzt, wird größtmögliche Akzeptanz bei den Bürgern finden. Und etwas sollten wir nicht vergessen: Der europäische Integrationsprozess hat uns Jahrzehnte an Frieden beschert.

Teilen Sie diese Einschätzung? Was bedeutet eine solche Entwicklung für den deutschen öffentlichen Dienst und den dbb?

Dauderstädt: Diese Auffassung teile ich uneingeschränkt. Neben dem Frieden haben wir auch offene Grenzen und vielfache Annäherung erfahren dürfen. Bei alledem darf sich aber der Europa-Gedanke nicht vom Bürger entfernen. Gewerkschaften können dabei eine wichtige Rolle spielen, erkennbare Distanz zu überbrücken und für mehr Solidarität eintreten. Der öffentliche Dienst setzt europäische Entwicklungen auch in den nationalen Strukturen um. Das erfordert Beachtung der jeweiligen eigenen Traditionen und Gegebenheiten, aber vor allem auch Respekt vor anderen Modellen und Lösungen, damit am Ende für alle Europäer die besten Chancen genutzt werden können.

Anm.: Vorstehender Beitrag erschien in der aktuellen Ausgabe der „Europathemen“ des dbb.

Poste vacant

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Institut viti-vinicole (Remich)

L'Institut viti-vinicole se propose d'engager

un ouvrier (m/f)

carrière A (20h/sem.)  
et à durée indéterminée

Mission

Profil

Nettoyage des locaux de l'Institut viti-vinicole y compris sanitaires

Avoir le sens d'organisation, de responsabilité et d'hygiène

Savoir travailler de façon autonome

Aptitude à s'intégrer dans une équipe existante

Rigueur dans le travail

La maîtrise de la langue luxembourgeoise sera considérée comme un atout.

L'ouvrier (m/f) sera classé(e) dans la carrière A telle que définie au contrat collectif des ouvriers de l'Etat actuellement en vigueur.

Les candidats (m/f) sont invité(e)s à adresser leur demande écrite au directeur de l'Institut Viti-Vinicole, B.P. 50, L-5501 Remich, pour le 29 mars 2013 au plus tard, et d'y joindre les pièces à l'appui énumérées ci-après:

1) une copie de l'extrait de l'acte de naissance et de l'état civil;

2) un extrait récent du casier judiciaire;

3) un curriculum vitae avec photo récente;

4) une copie des certificats d'études et/ou de formation professionnelle;

5) une copie de la carte d'identité;

6) le numéro de matricule nationale.

Des renseignements supplémentaires peuvent être demandés à l'Institut viti-vinicole au téléphone: 23612-1.

CGFP

Foyer de jour CGFP

Kaweechelchen

36, rue J. B. Esch – L-1473 Luxembourg  
Tél.: 25 03 54 – Fax: 25 28 84

Pour tout renseignement s'adresser à  
Mme Renée Groff, directrice





fonction  
publique

Spécial

Forme  
et bien-être

C.N.I. Les Thermes Strassen-Bertrange: Plongez dans le plaisir

Que vous veniez seul, entre amis ou en famille - plongez dans le plaisir et laissez-vous envoûter par notre panoplie aquatique. Les Thermes est un état d'esprit: Jouer, s'amuser ou se relaxer et apprécier le calme, le tout dans un endroit insolite accompagné de gens charmants.

Sur plus de 1.000 m² de plans d'eau les visiteurs ont à leur disposition un bassin de natation, un bassin d'apprentissage, des plongeoirs, un espace maman-bébé ainsi qu'un bassin à vagues et un large bassin à bulles. Le plaisir aquatique est complété par un toboggan géant de 80 m, un toboggan rapide de 30 m et un bassin extérieur ouvert toute l'année.

Heures d'ouverture

	Centre aquatique	Sauna
Lundi	10h00 – 22h00	10h00 – 22h00
Mardi	07h00 – 22h00	08h00 – 22h00
Mercredi	10h00 – 22h00	10h00 – 22h00
Jeudi	07h00 – 22h00	08h00 – 22h00
Vendredi	10h00 – 22h00	10h00 – 22h00
Samedi	09h00 – 21h00	09h00 – 21h00
Dimanche et jours fériés	09h00 – 21h00	09h00 – 21h00

Dans l'espace bien-être il y a une variété saunas et de hammams. On y trouve des saunas finlandais, un sanarium de même que des saunas au feu de bois, aux herbes naturelles, etc. Un bassin froid, des douches aventure et le jacuzzi assurent l'alternance entre le chaud et le froid. Des zones de repos étendues à l'intérieur, dans le jardin d'hiver et au bar-sauna rendent la détente maximale. Chez nous, on peut recharger ses batteries tous les jours.

Suite en page ci-contre

les thermes  
plongez dans le plaisir

Féiss an d'Luucht  
dann fillt der lech tip top

Sauna | Aqua World | Restaurant | Fitness by CK | Escale Beauté

www.lesthermes.net | Tél. 27 03 00 27

DavidBlondiau &  
NUTRITHERAPEUTE & LIFESTYLE COACH

- Nutrithérapie
- Optimisation nutritionnelle
- Lifestyle Coach
- Personal Trainer

3, rue du Chemin de Fer - L-5341 Moutfort  
T. 26 36 01 50 - 621 30 84 34  
E-mail david@blondiau.lu  
www.blondiau.lu

Relais  
Nutrition Santé

Consolée Grosber  
Infirmière-Nutrithérapeute

- Bilans nutritionnels
- Nutrithérapie
- Hydrothérapie du côlon
- Thérapie cellulite

49, route d'Arlon - L-8410 Steinfort  
T. 27 39 53 60  
E-mail consolee@pt.lu  
www.nutritionsante.lu

Présence au Salon  
Top Forme & Santé  
CASINO 2000 • Mondorf  
du 12 au 14 avril 2013  
de 14h00 à 19h00



# Spécial *Forme et bien-être*

Dans une ambiance familiale et conviviale accompagnée d'un excellent service, vous allez pouvoir vous ressourcer pleinement. Dans le restaurant Les Thermes vous pourrez apprécier un repas de première qualité, chez CK-Fitness, vous dépenser sainement ou alors vous faire dorloter chez Escale Beauté. A votre avis, où, hormis chez nous, pouvez-vous trouver tout cela sous un même toit, sans partir en vacances ?

## MONDORF Domaine Thermal

Véritable oasis de calme et de bien-être au cœur d'un magnifique parc arboré de plus de 40 hectares, **MONDORF Domaine Thermal**, idéalement situé à quelques pas de la vallée de la Moselle, offre une palette d'activités aussi variées que le bien-être du corps et de l'esprit, la dépense d'énergie physique, l'hébergement dans un cadre contemporain, le plaisir des papilles, l'organisation d'événements et les soins de santé.

### Wellness & Fitness

Autour de la source d'eau thermale dont les bienfaits sont reconnus depuis plus de 165 ans, découvrez toutes les activités de Wellness & Fitness comprenant notamment :

- une piscine intérieure et extérieure d'eau thermale chauffée à 36°C avec terrasses et bar,
- une seconde piscine extérieure d'eau douce à 28°C,
- 9 saunas avec un large programme d'Aufguss,
- 2 hammams,
- 1.800 m² d'espaces de fitness avec les dernières générations d'appareils cardio et musculaire,
- 80 cours collectifs chaque semaine proposés par des coaches sportifs spécialisés,
- et de nombreux espaces de repos et de détente.

Profitez de notre abonnement Discovery pour faire connaissance, durant 15 jours consécutifs, avec l'ensemble des activités de Wellness & Fitness de MONDORF Domaine Thermal.

Toutes les infos et l'actualité sur [mondorf.lu](http://mondorf.lu)

**MONDORF Domaine Thermal**  
Avenue des Bains | BP 52  
L-5601 Mondorf-les-Bains

T : (+352) 23 666-666  
[domaine@mondorf.lu](mailto:domaine@mondorf.lu)  
[mondorf.lu](http://mondorf.lu)

## La Nutrithérapie

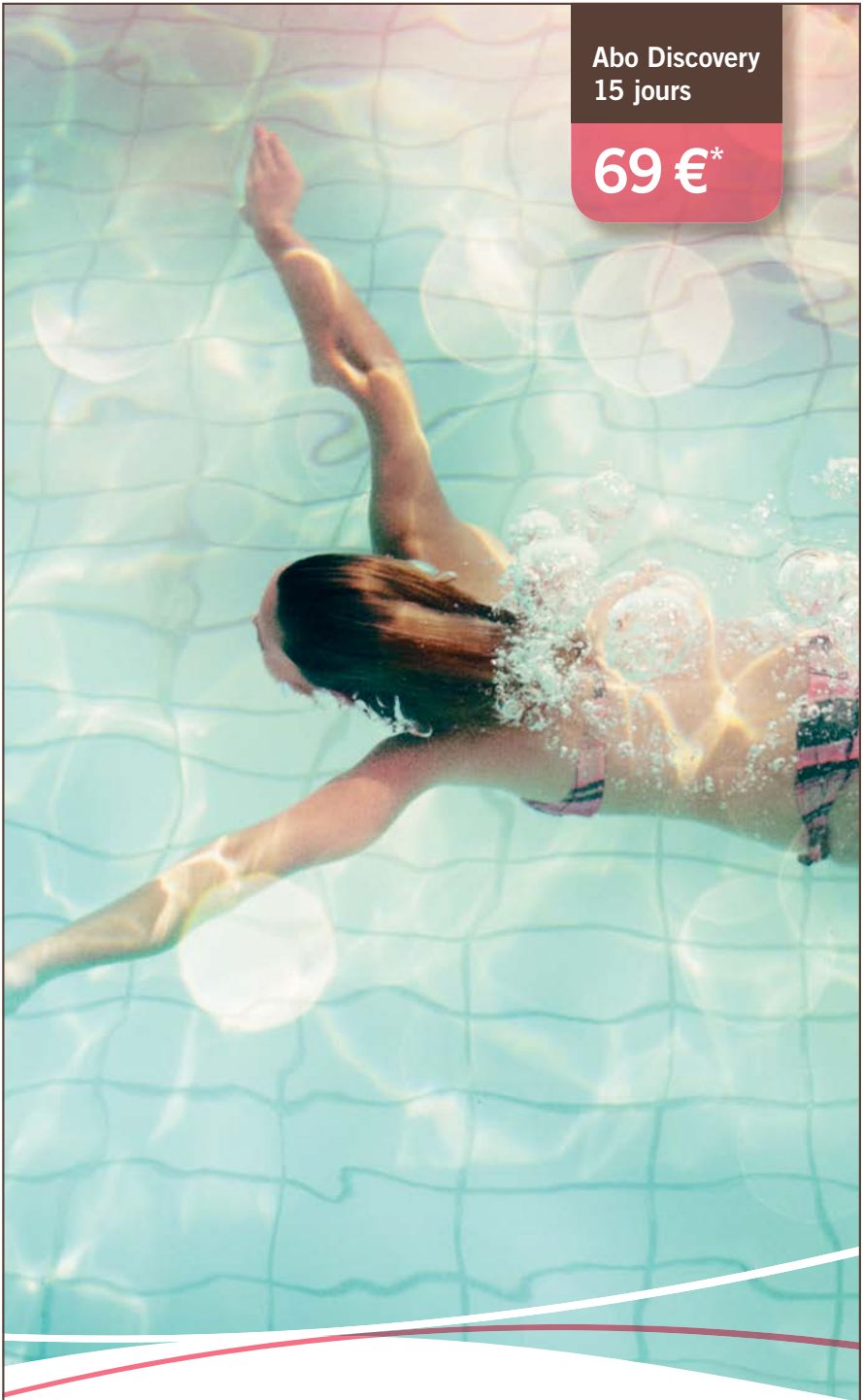
Les troubles par déficit d'éléments vitaux sont courants : malnutrition, fatigue, nervosité, insomnie, spasmophilie, chute de cheveux, surpoids, allergies, stress, baisse de la libido, constipation, mauvaise digestion...

Et d'autres plus graves : baisse des défenses immunitaires, augmentation du mauvais cholestérol, taux d'urée élevé, hypo ou hyperglycémie, cystites à répétition, hypo ou hypertension, rhumatismes, anorexie, boulimie, dépression, mais aussi augmentation du risque des maladies cardio-vasculaires, de cataracte, de cancers...

La **nutrithérapie** est une discipline médicale qui se base sur un changement profond du comportement alimentaire et révolutionne la manière de se nourrir et de se soigner.

En effet de nombreuses pathologies (diabète, maladies cardio-vasculaires, déficiences immunitaires, inflammation, cancers, pathologies neuro-dégénératives, anxiété et dépression, etc...) ne peuvent être traitées aujourd'hui que par des interventions et protocoles nutritionnels.

Aujourd'hui le système dominant de la « guerre à la maladie » ne tient pas compte du fait que la personne a tout en elle pour se défendre contre la maladie. Au contraire, la surutilisation des médicaments semblerait fragiliser l'individu et inefficace...



Abo Discovery  
15 jours

69 €\*

## MONDORF, Wellness & Fitness

Cette formule spécialement conçue pour ceux qui veulent nous découvrir sans engagement vous donne accès, pour un prix unique et durant 15 jours consécutifs à l'ensemble de nos installations de Wellness & Fitness, un espace de sport et de loisirs balnéaires entièrement dédié à votre bien-être. Profitez d'un coaching personnalisé ainsi que d'une séance d'initiation Aufguss inclus dans le forfait (valeur 155€).

- Piscine intérieure et extérieure d'eau thermale à 36°C
- Piscine extérieure d'eau douce à 28°C
- Salle d'Indoor-Cycling
- 2 hammams dont 1 réservé aux dames
- 130 appareils de fitness en libre-service sur plus de 1.800m²
- 80 cours collectifs hebdomadaires
- Tepidarium (39°C)

\* Offre Discovery réservée aux non-abonnés et valable une seule fois par personne.

MONDORF Domaine Thermal  
Avenue des Bains  
L-5601 Mondorf-les-Bains  
Grand-Duché de Luxembourg  
T (+352) 23 666-651  
[mondorf.lu](http://mondorf.lu)

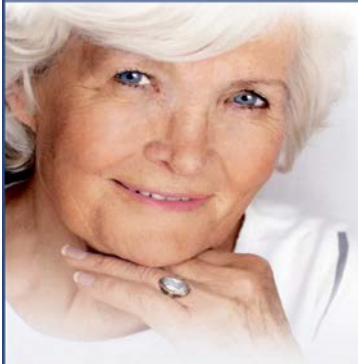
Le bien-être depuis 1847





## Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!

Entdecken Sie den Treppenlift von  
THYSSENKRUPP Ascenseurs



Ob kostenloses Preisangebot für Treppenlifte oder Besuch,  
Rufen Sie uns einfach an: 40.08.96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.  
22, Rue Edmond Reuter, L-5326 Contern  
Tel.: 40.08.96, E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com



ThyssenKrupp



## Votre assurance professionnelle



STORES ET DECO

74, route de Longwy L-8080 Bertrange  
Tel : 32 59 05 1 Fax : 32 59 07

info@cvr.lu

www.cvr-storencenter.lu

marquises - parasols - pavillons  
mobilier de jardin - stores extérieurs  
rideaux - stores intérieurs



VARIO KIELGAST – URLAUB ZU HAUSE



Lamellendächer,  
Glasschiebedächer,  
Wintergärten uvm.

## WOHNFÜHLEN NEU ENTDECKEN ...

MIT DEN TERRASSENÜBERDACHUNGEN VON KIELGAST



Kostenlose Fachberatung vor Ort:  
Bettina Kober:  
+49 163 / 66 88 229

Vario Kielgast GmbH · Auf'm Brinke 14 · 59872 Meschede  
Tel.: +49 291/7422 · Fax: +49 291/50948  
www.vario-kielgast.lu · info@vario-kielgast.de



Le Couturier de la Véranda



At Veranda®

48 56 37  
www.atveranda.lu





# Mehr IQ für mehr qm!

Mit BHW zuverlässig in die eigenen vier Wände

Wohneigentum ist alles: Vermögensaufbau, Anlageoptimierung, solide Altersvorsorge. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

**Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.**

 **BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**  
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, [www.bhw.lu](http://www.bhw.lu)

